

# Les cahiers de l'association **RAISONS** d'agir

Raisons d'agir par Raisons d'agir . . .	2
Éléments pour une histoire . . . . .	3
<b>Raisons d'agir-Grenoble</b>	
De l'intellectuel militant à l'intellectuel savant . . . . .	7
Raisons d'agir-Poitiers . . . . .	10
Raisons d'agir Sport, corps et néolibéralisme Strasbourg . . . . .	11
Raisons d'agir en Belgique . . . . .	13
À propos de la constitution d'un réseau Raisons d'agir en Suisse romande Histoire récente, difficultés, problèmes et perspectives . . . . .	16
Raisons d'agir en Grèce . . . . .	20
Notes pour une histoire de Raisons d'agir en Allemagne . . . . .	20

# Raisons d'agir par Raisons d'agir

POURQUOI AVOIR CONSACRÉ ce premier numéro des *Cahiers de l'association Raisons d'agir* à *Raisons d'agir* ? Nouvelle manifestation du « nombri-lisme » d'intellectuels irrémédiablement étrangers à d'autres enjeux que ceux de leur pré carré, à un moment où les politiques impériales et néolibérales lancent de nouvelles offensives dévastatrices ? Complaisance à se raconter et à se chercher des raisons d'être plutôt que d'agir ? Crispation sur une identité intellectuelle problématique ? Il y a peut-être un peu de tout cela, mais, avant tout, pour nous, la volonté de mettre en pratique le mot d'ordre de « réflexivité ». Réflexivité ? Appliquer à soi-même les instruments d'analyse que l'on réserve habituellement aux autres.

Qui sommes-nous pour prétendre incarner l'une des définitions contemporaines de ce que peut être un « intellectuel » ? Définition exigeante mettant l'accent à la fois sur l'autonomie nécessaire des producteurs de savoir et sur le caractère nécessairement collectif des formes d'intervention aujourd'hui possibles ? *Raisons d'agir*, combien de divisions ?, diront peut-être certains pour lesquels une organisation compte avant tout par le nombre de ceux qui s'y reconnaissent et y adhèrent.

L'exercice auquel nous nous livrons ici est surtout une épreuve de réalisme. Force est de constater que rares sont aujourd'hui les chercheurs(ses) qui considèrent qu'ils (elles) ont des « raisons d'agir » dans l'espace public en dehors de leurs laboratoires, en s'appuyant sur les compétences et l'autorité spécifiques accumulées dans leur travail de recherche. Les forces d'inertie du champ scientifique, les logiques sociales qui poussent, sinon toujours au conformisme et à l'opportunisme, du moins à la prudence et à faire prévaloir les enjeux des jeux intellectuels sur les enjeux politiques, sont telles qu'il faut sans doute une bonne dose d'optimisme, voire d'idéalisme, pour croire à l'avenir d'un tel projet.

Les pages qui suivent témoignent d'abord de la possibilité de collectifs scientifico-politiques composés principalement de chercheurs en sciences sociales, délibérément tournés vers l'intervention directe dans les débats publics : en dépit des difficultés de tous ordres, quelles que soient les formules mises en place, ces expériences, dans leur diversité, montrent à la fois qu'elles répondent à une attente et qu'elles ne sont pas toujours sans écho. Plus ou moins élaboré, mais sans complaisance, chacun des bilans établis présente un ensemble de réflexions et d'analyses qui

ne font pas l'impasse sur les difficultés et les limites inhérentes à une telle entreprise. Ces bilans devraient permettre de poursuivre nos activités en prenant la mesure des difficultés à surmonter et peut-être aussi de baliser, pour des initiatives ultérieures, les écueils à éviter. Chacun jugera du bilan collectif que l'on peut tirer de cette expérience après six années d'existence et le décès de celui qui l'a initiée, Pierre Bourdieu.

Dès l'origine, nos formes d'action ont été clairement définies : il s'agissait d'abord d'écrire, individuellement ou collectivement, des livres accessibles par leur style, leur volume et leur coût à un public plus large que celui des seuls chercheurs ; il pouvait s'agir aussi de textes plus courts, prises de position sur les enjeux du moment au nom du collectif ou associés à d'autres en veillant à notre autonomie ou encore de conférences publiques, comme celle, inaugurale, de Grenoble en 1997 ; il pouvait s'agir enfin d'une participation à des collectifs critiques de la mondialisation néolibérale, comme ATTAC dont nous sommes membres fondateurs.

Nous continuerons à mettre en œuvre ces formes d'intervention et nous appelons à les développer à nos côtés. Pierre Bourdieu décidait de la publication des petits livres de *Raisons d'agir Éditions*. Après sa disparition, nous avons proposé que les décisions soient prises par un comité éditorial composé des auteurs déjà publiés dans la collection (un comité de lecture étant recruté pour une durée limitée parmi les membres du comité éditorial). Le refus de cette proposition qui nous semblait à la fois la plus « démocratique » et la plus conforme aux orientations voulues par Pierre Bourdieu, a conduit l'association *Raisons d'agir* à se doter d'une nouvelle collection en partenariat avec les éditions du Croquant : une dizaine de titres sont en préparation. Par ailleurs, les membres de l'association publieront régulièrement des articles dans des journaux ouverts à la pensée critique, plusieurs initiatives publiques seront prochainement prises en France et, nous l'espérons, dans d'autres pays européens, enfin, nous serons toujours aux côtés des mouvements qui construisent aujourd'hui pas à pas une alternative à la barbarie néolibérale.

C'est dire que, loin de tout narcissisme – d'ailleurs ce bilan ne se prête guère au triomphalisme – ce premier numéro des *Cahiers de l'association Raisons d'agir* n'a, au fond, pas d'autre objet que de poursuivre la discussion sur la mobilisation politique des intellectuels, les formes d'organisation et les modalités d'action, à partir du capital d'expériences accumulé à travers les diverses tentatives nationales et internationales et de contribuer ainsi à la construction de cet « intellectuel collectif autonome international » que nous persistons à croire plus nécessaire que jamais.

...contribuer  
ainsi à la  
construction  
de cet  
« intellectuel  
collectif autonome  
international »

# Éléments pour une histoire

Frédéric Lebaron et Gérard Mauger

L'HISTOIRE DU COLLECTIF *Raisons d'agir* à Paris peut être décrite comme une tentative visant à donner corps à un projet d'"intellectuel collectif autonome"<sup>1</sup> inscrite à la fois dans l'histoire contemporaine du mouvement social et dans celle des réseaux scientifiques, intellectuels et politiques auxquels Pierre Bourdieu fut associé jusqu'à la fin de sa vie. On se limitera ici au rappel de quelques faits qui permettent de dresser une première carte et de comprendre quelques-uns des enjeux du groupe depuis ses origines.

## Raisons d'agir avant Raisons d'agir

### Les chercheurs

Le collectif *Raisons d'agir* n'aurait pas pu exister sans un groupe de chercheurs proches de Pierre Bourdieu, dont la plupart travaillaient à ses côtés, parfois depuis longtemps, au sein du Centre de sociologie européenne (CSE)<sup>2</sup>. Sans entrer dans une analyse historique détaillée, on peut néanmoins indiquer que plusieurs générations de chercheurs y sont rassemblées au milieu des années 1990 : les plus anciens entrés au *Centre* dans les années 1960-1970, les plus jeunes recrutés à partir des années 1990 et un effectif croissant de doctorants. Le réseau s'étend au-delà du CSE : il inclut des chercheurs et doctorants du CSU,<sup>3</sup> des chercheurs étrangers qui ont fait leurs études au *Centre* et y « passent » plus ou moins régulièrement ou conservent des liens, le plus souvent, informels, avec Pierre Bourdieu et certains de ses collaborateurs. L'engagement politique de ces chercheurs liés au *Centre* est inégalement distribué : c'est évidemment au sein du pôle le plus militant que se recruteront les membres actifs de l'association parisienne. Certains d'entre eux, qui ne sont pas nécessairement membres du CSEC (comme Christophe Charle, secrétaire général de l'ARESER), créent en 1992, une *Association de Réflexion sur les Enseignements Supé-*

*rieurs et la Recherche* : on y retrouve, par exemple Christian Baudelot, Louis Pinto, Daniel Roche, etc. Des membres de cette association participeront également au premier collectif *Raisons d'agir*.

### Les réseaux intellectuels internationaux

En octobre 1989, une nouvelle entreprise éditoriale – *Liber*, revue européenne des livres – permet de consolider et d'étendre un réseau international de correspondants intellectuels<sup>4</sup>. Il s'agit « d'offrir aux artistes, aux écrivains et aux savants un forum où ils puissent débattre librement, dans un langage aussi accessible que possible, des problèmes intellectuels d'intérêt général », de « contribuer à créer les conditions d'une circulation libre des idées et, par là, d'un authentique universalisme intellectuel », « d'encourager les créateurs à s'arracher à la parcellisation du savoir pour aborder, avec leur exigence coutumière, les problèmes majeurs du moment et de tous les temps, trop souvent abandonnés à l'improvisation inconsidérée de l'essayisme<sup>5</sup> ». Si cette revue n'est pas, à proprement parler, une revue politique, elle regroupe des chercheurs et universitaires de différents pays mobilisés par le projet d'une internationale des intellectuels : ils constitueront une base internationale pour *Raisons d'agir*. Lorsque *Liber* disparaît en 1998, le projet est relayé par *Raisons d'agir* sur un terrain plus explicitement politique.

En juillet 1993, Pierre Bourdieu participe à la création du *Parlement international des écrivains*, à la suite de l'assassinat en Algérie du poète Tahar Djaout : l'appel est signé par trois cent écrivains et le *Parlement* se réunira à

...encourager  
les créateurs  
à s'arracher  
à la parcellisation  
du savoir...

deux reprises à Strasbourg en 1993, puis à Lisbonne en 1994. En juin 1993, Pierre Bourdieu est également un des fondateurs du *Comité international de Soutien aux Intellectuels algériens* (CISIA) qui se propose « d'organiser le soutien aux intellectuels algériens, de renforcer les liens et échanges entre la communauté intellectuelle algérienne et la communauté scientifique et culturelle française et internationale » : il le préside et l'anime aux côtés de Jean Leca. À la suite de sa rencontre en mars 1993 avec un universitaire belge, Luc Van Campenhoudt, professeur à l'université Saint-Louis de Bruxelles, le projet d'un groupe d'intellectuels européens et doté d'un bureau situé à Bruxelles, commence à émerger.<sup>6</sup>

### Liens intellectuelo-politiques

La publication de *La Misère du monde*<sup>7</sup> accroît très rapidement la visibilité publique de Pierre Bourdieu et des chercheurs regroupés pour cette enquête. Pierre Bourdieu est en contact avec une entreprise qui vise à fédérer intellectuels critiques, syndicalistes de la « gauche syndicale » (SUD, gauche CFDT, fractions critiques de la CGT), militants associatifs et politiques.<sup>8</sup> Jacques Kergoat est l'un des principaux animateurs de cette tentative : il occupe une place relativement centrale dans la « gauche de la gauche » qui tente de se reconstituer à la faveur de la crise du Parti socialiste battu sévèrement aux élections législatives de 1993. Différents acteurs de ce que l'on appelle déjà « le mouvement social » entrent alors dans l'horizon politique de Pierre Bourdieu : il y acquiert rapidement une forte visibilité. Ces groupes seront évidemment présents en novembre-décembre 1995.

1. Projet qu'avait conçu Pierre Bourdieu et qu'il avait en quelque sorte « formalisé » dans divers textes consacrés au champ intellectuel, notamment dans *Les règles de l'art* (Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art, Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, voir Post-scriptum, « Pour un corporatisme de l'universel », p. 459-472).
2. Laboratoire fondé par Raymond Aron, le Centre de sociologie européenne (CSE) est devenu Centre de sociologie de l'éducation et de la culture entre 1968 et 1998. Il a été ultérieurement rebaptisé Centre de sociologie européenne (unité mixte de recherche rattachée au CNRS et à l'EHESS et à la chaire de sociologie du Collège de France).
3. « Centre de sociologie urbaine » devenu ultérieurement « Cultures et sociétés urbaines ».
4. À partir de 1990, *Liber* est diffusée avec les *Actes de la recherche en sciences sociales*. Des chercheurs liés au CSE contribuent à la traduction de *Liber* en différentes langues.
5. Éditorial du n° 1, année 1, octobre 1989.
6. Voir le texte de Luc Van Campenhoudt dans ce même numéro.
7. Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.
8. Principalement à travers *Politique-La Revue* qui succède à *Politis-La Revue*.

## Novembre-décembre 1995 moment fondateur

La conjoncture est, bien sûr, essentielle pour comprendre la mobilisation des intellectuels qui ont alors signé la pétition de soutien aux grévistes. C'est tout naturellement que les porte-parole du mouvement, cherchant un soutien parmi les intellectuels, font appel à Pierre Bourdieu. L'écho trouvé par son intervention à la Gare de Lyon en décembre 1995<sup>9</sup>, venait rompre le consensus des experts de droite et de gauche sur la nécessité de la réforme de la Sécurité sociale et la dénonciation unanime de l'archaïsme d'une grève de « nantis » mobilisés pour la défense de leurs « privilèges ». Elle montrait que l'unanimité qui semble régner dans le champ politique et dans les médias, fait peut-être l'essentiel de la force symbolique du discours dominant : rompre l'unanimité apparaissait non seulement possible, mais efficace. Encore faut-il préciser que l'expérience du soutien aux grévistes, fut aussi celle d'une bonne volonté, à la fois désarmée, faute d'un minimum d'organisation, et débordée par d'autres mieux organisés... En particulier, les liens entre intellectuels, syndicalistes, militants associatifs, etc., semblaient contrôlés par quelques intellectuels-militants incontournables<sup>10</sup>.

Les luttes intellectuelles de novembre-décembre 1995 ont ainsi accéléré le projet de constitution d'« un intellectuel collectif autonome ». Le 23 décembre 1995, se tient au Collège de France la première réunion d'un collectif (dont plusieurs participants sont membres de l'ARESER). Le label *Raisons d'agir* n'apparaîtra qu'en février 1996. Parmi les projets explicitement formulés dès la première réunion figure « la rédaction de "petits livres" (128 pages) destinés à un public large (grande lisibilité, petit volume, petit prix) » et « l'ouverture d'une collection portant le label de l'organisation ». En décembre 1995, un groupe de doctorants entreprend une enquête sur la façon dont les intellectuels (experts, chercheurs en sciences sociales, etc.) se sont ou ont été mobili-

sés dans les luttes de décembre. Ce projet à la fois militant et scientifique rencontre l'intérêt de Pierre Bourdieu et des membres du groupe. Dès la première réunion de *Raisons d'agir* en février 1996, les participants évoquent ce projet qui deviendra *Le « décembre » des intellectuels français*, publié en 1998.

L'intention n'était évidemment pas de créer un parti politique, mais de se doter des moyens d'une intervention politique autonome. Les interventions politiques des intellectuels mobilisent l'autorité – le capital symbolique – qui leur est propre. Dans le cas de *Raisons d'agir*, l'autorité intellectuelle de Pierre Bourdieu, fondée sur la reconnaissance internationale de son œuvre, était mobilisable contre d'autres effets d'autorité (médiatique, politique ou scientifique). Par ailleurs, ce collectif de chercheurs en sciences sociales (sociologues pour la plupart, mais aussi politistes, historiens, économistes) pouvait aussi mobiliser ses compétences propres : celles de chercheurs qui s'efforcent de rendre visible ce qui se dérobe à la perception (parce que dissimulé ou invisible à l'œil nu), de rendre manifeste, explicite, ce qui reste latent, implicite, de rendre intelligible un monde social apparemment incohérent. La contribution spécifique d'un collectif de chercheurs aux luttes politiques dépend aussi de l'autorité spécifique d'une vision scientifique du monde social. Cette forme d'engagement intellectuel soulève de multiples problèmes : à commencer par les risques d'instrumentalisation par les professionnels de la politique, dont la cible privilégiée était évidemment Pierre Bourdieu. « Avoir Bourdieu avec soi », c'était aussi tenter de mobiliser, capter, détourner à son profit, le capital symbolique qu'il détenait : pour Pierre Bourdieu, il s'agissait d'utiliser ce capital symbolique en en contrôlant l'usage, en s'efforçant d'éviter la situation de l'intellectuel otage ou de l'intellectuel organique, réduit au statut de porte-parole ou de faire valoir. D'où l'insistance – souvent mal comprise – sur l'autonomie de *Raisons d'Agir*, condition *sine qua non* de cette entreprise.

Quelques chercheurs du collectif *Raisons d'agir* participent activement à la préparation des États généraux du mouvement social qui rassemblent alors toutes les composantes du « mouvement social » : Pierre Bourdieu y intervient lors de la séance inaugurale en novembre 1996<sup>11</sup>.

## La mise en place des structures *Raisons d'agir* (1996-1998)

Les contacts pris par Pierre Bourdieu avec divers éditeurs intéressés par le projet de collection du collectif *Raisons d'agir* (Albin Michel, Syllepse, etc.) aboutissent dans le courant de l'année 1996 à la création d'une maison d'édition associative. En décembre 1996, elle est créée sous le label *Liber Éditions* : la collection s'intitule *Raisons d'agir*. Les éditions du Seuil en assurent la diffusion. En mars 1997, pour des raisons juridiques – *Liber*, maison d'édition spécialisée dans des livres érotiques, conteste l'usage de ce label –, *Liber Éditions* devient *Éditions Liber Raisons d'agir* et, en décembre 1998, *Raisons d'agir Éditions*. Les publications seront relativement peu nombreuses, mais leur impact politique et médiatique dépasse les espérances : un livre en 1996 ; deux en 1997 ; trois en 1998 ; deux en 1999 ; trois en 2000 ; un en 2001 ; deux en 2003<sup>12</sup>. L'activité proprement éditoriale est gérée par les collaborateurs de Pierre Bourdieu au Collège de France. Le collectif *Raisons d'agir* fonctionne à la fois comme un comité de rédaction informel et comme un lieu de débats, producteur d'interventions dans l'espace public : il est distinct de l'association éditrice dirigée par Pierre Bourdieu. Même si les liens qui les rattachent sont évidents (certains membres du collectif sont également des collaborateurs directs de Pierre Bourdieu), les deux entités sont distinctes : les livres publiés sont loin d'émaner tous des activités du collectif et Pierre Bourdieu reste détenteur en dernière instance de la décision de publication dans la collection *Raisons d'agir*.

9. Cette intervention est reproduite dans Pierre Bourdieu, *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, Paris, Éditions Liber *Raisons d'agir*, 1998, sous le titre « Contre la destruction d'une civilisation », p. 30-33.

10. Sur ce sujet, voir l'analyse de Julien Duval, Christophe Gaubert, Frédéric Lebaron, Dominique Marchetti et Fabienne Pavis, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Éditions Liber *Raisons d'agir*, 1998.

11. Pierre Bourdieu, « Les chercheurs, la science économique et le mouvement social », in *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, op. cit., p. 58-65.

12. Par ailleurs, en 2002, *Raisons d'Agir Éditions* a créé une nouvelle collection intitulée « Cours et travaux ».

13. Pierre Bourdieu, Frédéric Lebaron, Gérard Mauger, « Les actions des chômeurs flambent », *Le Monde* du 17/1/1998.

14. Pierre Bourdieu, Christophe Charle, Bernard Lacroix, Frédéric Lebaron, Gérard Mauger, « Pour une gauche de gauche », *Le Monde* du 8/4/1998 et, à la suite des échos rencontrés, Christophe Charle, « Apprendre à lire, réponses à quelques critiques », *Le Monde* du 8/5/1998 et Gérard Mauger, « Un article en trop », paru dans *Le Monde* du 26/6/1998, sous le titre, « Ce qui échappe aux procureurs de Pierre Bourdieu ».

15. Cette création survient après celle de l'association *Raisons d'agir-Grenoble* en décembre 1997.

16. « Le pouvoir aux jeunes » est la « consigne de vote » donnée par Pierre Bourdieu.

17. L'association *Raisons d'agir Éditions* est organisée autour de Pierre Bourdieu et quelques collaborateurs.

18. Les actes du colloque sont partiellement publiés en 2001 dans le n° 21 de *Regards Sociologiques*, sous le titre « Le néolibéralisme ».

19. Voir la note de Franz Schultheis dans ce même numéro.

20. Pierre Bourdieu, *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, op. cit. et *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Éditions *Raisons d'agir*, 2001.

21. Voir le texte de Luc Van Campenhoudt dans ce même numéro.

Le collectif *Raisons d'agir* fonctionne d'abord de manière très informelle. Il met en place des groupes de travail et prend contact avec des auteurs potentiels de petits livres : certains aboutiront, d'autres non. Si le projet éditorial s'impose très vite comme le moteur du collectif, la publication d'interventions dans la presse est également envisagée, puis réalisée, non sans écho, dans *Le Monde* et *Libération* : sur le mouvement des chômeurs<sup>13</sup>, sur le satisfecit, après les élections régionales d'un PS qui semblait ne pas avoir remarqué la montée du Front national<sup>14</sup>, etc. Les contacts pris avec *Le Monde diplomatique* se concrétisent par la publication de quelques articles et un projet de dossier (en mai 1999) qui ne sera finalement pas réalisé.

#### **Mai 1998-début 2000 : la constitution de l'association *Raisons d'agir***

Après deux ans d'existence informelle, le collectif *Raisons d'agir* décide de s'institutionnaliser en mars 1998<sup>15</sup>. Une trentaine de chercheurs, la plupart du Centre de sociologie européenne, sont membres de l'association lors de sa création. Le premier bureau est composé de Frédéric Lebaron (président), Franck Poupeau et Dominique Marchetti, conformément à la volonté explicite de Pierre Bourdieu de donner plus de place aux jeunes chercheurs dans l'organisation du groupe<sup>16</sup>. Les statuts sont déposés le 14 mai 1998 et publiés au *Journal officiel* le 13 juin 1998. Frédéric Lebaron et Franck Poupeau travaillent régulièrement au Collège de France dans l'équipe de Pierre Bourdieu : ainsi s'établit le lien entre les activités de la nouvelle association et celles de Pierre Bourdieu lui-même (notamment au niveau international), mais aussi la confusion entre les deux entités – *Raisons d'agir* est communément perçu comme une entité unique –, en dépit de structures et de modes de fonctionnement distincts<sup>17</sup>.

En avril 1998, la publication dans *Le Monde* de l'article « Pour une gauche de gauche » suscite de nombreuses

réactions dans la presse et dans le champ politique et une avalanche de courrier adressé à Pierre Bourdieu et à *Raisons d'agir* : pendant quelques semaines, le groupe traite collectivement le courrier reçu. Les demandes spontanées d'adhésion ou de création de groupes permettent de préciser l'identité du groupe parisien. Les demandes émanant de militants, de travailleurs sociaux, de cinéastes, etc., sont considérées comme relevant des activités d'autres collectifs (par exemple, l'association ATTAC, mouvement d'éducation populaire tournée vers l'action), que l'association suggère de rejoindre ou de créer. *Raisons d'agir* doit rester un collectif de militants scientifiques et n'a pas vocation à se transformer en mouvement politique. Ces principes restent largement valables aujourd'hui : le groupe fonctionne selon des règles – plus explicites – de cooptation limitée (les demandes d'adhésion d'individus ou de groupes sont examinées par le conseil d'administration de l'association).

En 1998, l'association est mobilisée par le soutien au *Mouvement du 93* qui rassemble enseignants, élèves et parents d'élèves pendant plusieurs mois. Elle devient membre fondateur d'ATTAC. Des représentants du mouvement social (notamment Jacques Kergoat) proposent à *Raisons d'agir* de s'associer à la création d'une fondation qui deviendra la Fondation Copernic : soucieuse de préserver l'autonomie du collectif (et d'éviter toute tentative d'instrumentalisation de Pierre Bourdieu), l'association n'y participe pas, tout en acceptant le principe d'éventuelles activités communes.

C'est à partir de cette période et, plus précisément, des *Rencontres européennes contre la précarité* qui se tiennent à Grenoble en décembre 1997, que les contacts avec des chercheurs européens deviennent plus réguliers. Ils sont à la fois scientifiques (avec des projets de recherche collectifs) et politiques, associés à l'idée chère à Pierre Bourdieu de grands colloques internationaux qui auraient pour effet de contribuer à rendre visible le groupe, au niveau européen notamment, et de

*Raisons d'agir  
doit rester  
un collectif  
de militants  
scientifiques et n'a  
pas vocation  
à se transformer  
en mouvement  
politique*

matérialiser le lien avec le mouvement social. *Raisons d'agir* s'associe ainsi à l'organisation d'un colloque à Strasbourg avec Christian de Montlibert en mai 1999<sup>18</sup>. Pierre Bourdieu participe à des débats en Allemagne auxquels le label *Raisons d'agir* est également associé<sup>19</sup>. Il multiplie les interventions lors de conférences publiques et, plus rarement, dans les médias<sup>20</sup>.

En octobre 1999, un colloque est organisé à l'initiative de *Raisons d'agir-Belgique*<sup>21</sup>. Il marque le début des difficultés structurelles et conjoncturelles rencontrées pour coordonner les interventions de Pierre Bourdieu et celles du groupe *Raisons d'agir*, mais aussi pour mener de front la publication d'interventions, la participation à des conférences publiques et les activités scientifiques. Les difficultés sont redoublées par la dimension internationale désormais prise par le groupe, qui rend plus complexe une gestion collective qui reste, en fait, extrêmement personnalisée et centralisée autour de Pierre Bourdieu. Les tentatives d'organisation de l'association *Raisons d'agir* au niveau international n'aboutissent pas et le projet de grand colloque international fondateur reste en suspens.

#### **Le lancement et l'échec des États généraux du mouvement social européen**

En décembre 1999, Pierre Bourdieu décide de « relancer » ses activités d'intervention publique autour d'un « Appel pour des états généraux du mouvement social européen », qui reprend le projet d'une série de grands colloques fondateurs d'un véritable « mouvement social européen ». Cette initiative est prise à l'issue d'une rencontre avec un groupe de militants libertaires mobilisés autour de l'« Appel pour l'autonomie du mouvement social », lorsque la participation aux élections européennes de militants et intellectuels du mouvement social avait été évoquée. Plusieurs réunions ont lieu à la Bourse du Travail, en présence de militants et de quelques chercheurs proches de Pierre

*Il s'agit à la fois  
de repartir sur  
de nouvelles bases  
[...]  
et de poursuivre  
ainsi les activités  
de cet intellectuel  
collectif autonome  
international  
voulu par  
Pierre Bourdieu*

Bourdieu. L'appel est publié en avril 2000 et un site web, réalisé par des chercheurs allemands du *Zentrum für Europäische Gesellschaftsforschung*, accueille les signatures de soutien. Près de 3 000 signatures sont recueillies au niveau européen, émanant principalement de chercheurs et universitaires et de responsables politiques, syndicaux et associatifs. Les réunions se poursuivent pendant quelques mois : elles réunissent, pour l'essentiel, des responsables du *Groupe des dix* et des militants libertaires.

L'association *Raisons d'agir* participe aux débats autour du texte initial et à quelques réunions, mais de nombreuses réserves s'y expriment sur le caractère volontariste de cette initiative et sur les risques d'instrumentalisation de Pierre Bourdieu et de *Raisons d'agir* dans des luttes fratricides entre factions rivales du mouvement social.

L'initiative risque de buter sur l'absence d'infrastructures militantes et sur les logiques de concurrence dans l'univers des mouvements sociaux (les militants de la mouvance trotskyste, les syndicalistes critiques de la CFDT et de la CGT sont marginalisés). L'organisation d'un colloque à Vienne, en novembre 2000 – *Opposition bilden !* –, à la suite de l'arrivée au pouvoir des néo-fascistes, fait apparaître les limites patentées de la mobilisation syndicale et associative internationale autour de l'appel : les participants sont, essentiellement, autrichiens et français. Par ailleurs, parmi les Autrichiens figurent des responsables politiques socio-démocrates, dont la présence scandalise certains militants du mouvement social français. Le malentendu entre les organisateurs et Pierre Bourdieu explique sans doute que le colloque ait été ressenti comme un échec (en dépit de l'affluence) : pour les premiers, le front anti-VPÖ était le motif de la réunion, alors que, pour le second, il s'agissait de la première manifestation de la construction d'un « mouvement social européen ». La réunion d'Athènes en mai 2001, qui devait initialement marquer l'ouverture des *États généraux du mouvement social européen*, sera finalement beau-

coup plus modeste : quelques syndicalistes français et allemands, quelques jeunes chercheurs accompagneront Pierre Bourdieu pour débattre des relations entre chercheurs, militants et journalistes et du néolibéralisme avec des partenaires grecs devant un public nombreux.

### **Le gel et le redémarrage**

Pierre Bourdieu ne cache pas son insatisfaction devant les réticences exprimées au sein de l'association *Raisons d'agir* à l'égard de ce projet d'*États généraux*. En septembre 2001, il réagit de manière très négative à un projet de *Lettre de Raisons d'agir* du groupe parisien. Confrontée à cette situation difficile, l'assemblée générale de novembre 2001 décide un gel de l'association par un vote majoritaire.

En février 2002, une réunion prévue lors de cette même assemblée générale se conclut par la décision de reprendre les activités de l'association *Raisons d'agir*. Un nouveau bureau est élu (Frédéric Lebaron reconduit dans sa fonction de président et Claude Poliak). Il s'agit à la fois de repartir sur de nouvelles bases (en simplifiant et clarifiant les statuts, en reconstituant les liens entre les différents groupes *Raisons d'agir*, en lançant un nouveau projet éditorial<sup>22</sup>, en créant un nouveau site web, en participant régulièrement aux réunions du conseil d'administration d'ATTAC, en signant des appels comme celui du collectif national *Non à la guerre contre l'Irak, oui à un monde de justice, de paix et de démocratie*, etc.) et de poursuivre ainsi les activités de cet « intellectuel collectif autonome international » voulu par Pierre Bourdieu.

22. Consulté sur le mode de fonctionnement de *Raisons d'agir Éditions*, après la mort de Pierre Bourdieu, le collectif *Raisons d'agir* propose un comité éditorial composé de l'ensemble des auteurs publiés dans la collection et un comité de lecture issu du comité éditorial : cette proposition démocratique qui semblait la plus conforme au souci de perpétuer l'orientation voulue par Pierre Bourdieu sera récusée sans explications.

# Raisons d'agir-Grenoble

## De l'intellectuel militant à l'intellectuel savant

Keith Dixon et Bernard Floris

### Les spécificités grenobloises

**A**VANT DE RECONSTITUER l'histoire de *Raisons d'agir-Grenoble*, il est nécessaire de décrire le contexte local dans lequel nos activités se sont développées : il faut tenir compte, en effet, des spécificités grenobloises pour comprendre les succès et les échecs dans l'implantation et le développement de *Raisons d'agir*.

Le tissu associatif a toujours été dense à Grenoble et les rapports entre les différentes associations, surtout entre celles qui ont émergé pendant les années 1980 et 1990, ont été marqués par la coopération. À titre d'exemple de la prégnance du réseau associatif, on peut rappeler que, dans les années 1960, l'implantation d'un des personnages les plus marquants de la gauche grenobloise de la période, Hubert Dubedout, devait beaucoup aux *Groupes d'Action municipale* (les GAM), forme associative partiellement en rupture avec les formes d'organisation partidaires traditionnelles.

Au milieu des années 1990, on assiste à la fois à un renouvellement syndical avec une FSU qui sort renforcée de la crise interne de la FEN et l'émergence d'un syndicat SUD très actif (surtout dans les télécommunications) qui a mené un combat novateur et couronné de succès contre la prolifération des statuts précaires et, chez les étudiants, à l'implantation d'une CNT qui, bien que numériquement réduite, exprime une alternative radicale aux deux organisations majoritaires sur le campus de Grenoble – l'UNEFid et l'UNEF – très enga-

gées, bien qu'à des degrés différents, dans la gestion universitaire (vice-président étudiant UNEFid à Grenoble II). Comme ailleurs, mais peut-être avec un peu plus d'impact réel, les nouvelles associations, telles que *Ras l'Front* et le *DAL*, à côté d'associations locales comme le *Centre Inter-Peuples*, sont très actives et servent à la fois de lieux d'insertion pour de jeunes militants, qui n'ont guère d'enthousiasme pour la gauche institutionnelle, et de reconversion pour des militants plus âgés en provenance surtout du PCF et des syndicats CGT et CFDT.

Sur le plan politique, il est sans doute aussi utile de rappeler que la campagne présidentielle de 1988, autour de la candidature de Juquin, avait largement contribué à réduire les barrières de méfiance réciproque qui existaient entre les militants de la LCR et les dissidents du PCF, et entre ces deux groupes et les militants associatifs sans appartenance politique. En ce sens, la crise du PCF a ouvert la voie à des recompositions politiques et à des reconversions individuelles, qui ont joué leur rôle dans les luttes grenobloises des années 1990.

En ce qui concerne les rapports entre les chercheurs universitaires et le *mouvement social*, il faut signaler, là encore, des spécificités grenobloises. Compte tenu de la place des activités universitaires (trois universités et une grande école, l'INPG, et quarante mille étudiants) et de la recherche publique et privée, le rôle des couches moyennes intellectuelles a été déterminant dans la vie politique grenobloise. Le PCF, qui a été pendant longtemps une force importante sur la

scène locale, a pu jouer pendant un temps un rôle influent parmi les universitaires (l'économiste de Bernis, l'Université nouvelle, une section de 140 membres). Le PS et la CFDT ont exercé le même type d'influence, surtout chez les économistes (Michel Hollard et d'autres, associés à la mouvance rocardienne). Dans le mouvement écologiste naissant, des rouges-verts comme Raymond Avriller (le futur « tombeur » d'Alain Carignon) ont également un fort ancrage universitaire. C'est dire que la contribution intellectuelle (universitaire) aux débats politiques et aux luttes sociales était déjà ancienne à Grenoble.

*... il faut tenir compte, en effet, des spécificités grenobloises pour comprendre les succès et les échecs dans l'implantation et le développement de Raisons d'agir*

### La formation de *Raisons d'agir-Grenoble*

Si *Raisons d'agir-Grenoble* n'a jamais été une affaire strictement universitaire et a su, pendant un temps, créer un espace où des militants de divers horizons et des chercheurs universitaires pouvaient dialoguer et travailler ensemble, l'association est néanmoins intimement liée à l'université et, plus précisément à l'université Stendhal (université de langues, de lettres et de communication). Il s'agit là d'une première rupture avec la tradition grenobloise (mais peut-être aussi française), dans la mesure où les économistes, très présents dans les anciennes formes d'intervention politique des intellectuels, étaient quasiment absents de *Raisons d'agir* en dépit de sollicitations répétées. Les deux principaux animateurs de *Raisons d'agir-Grenoble*, au moins dans la première période, étaient un enseignant-chercheur, spécialisé dans la critique de la communication des institutions, et un autre, angliciste.

*Raisons d'agir-Grenoble* a vu le jour à la suite d'une série de manifestations

à la fois intellectuelles et sociales au sein même de l'université Stendhal. Depuis le milieu des années 1990, le syndicalisme universitaire local était en pleine rénovation. La section syndicale SNEsup s'était reconstituée après un afflux de nouveaux membres attirés par les prises de positions moins corporatistes et plus radicales de la section lors des mouvements contre la politique universitaire de la droite. Une première grève avait eu lieu en février 1995, contre le retrait autoritaire de cinq postes d'enseignants et d'autant de postes d'IATOS : elle avait été marquée à la fois par une assez forte cohésion entre les enseignants, les IATOS et les étudiants (malgré l'obstacle de la CFDT), mais surtout par des débats de fond (en amphis ou en petits groupes) sur la politique universitaire (Grenoble III était à l'époque dirigée par un président proche du RPR) et sur le rôle des intellectuels dans le mouvement social. Elle avait abouti à la rédaction par les personnels et les étudiants d'un livre blanc qui devait servir de base pour le programme intersyndical des élections aux conseils d'université. Ces élections furent gagnées par une majorité FSU (enseignants et IATOS), UNEFid et UNEF.

C'est pendant cette grève que l'idée a commencé à germer dans l'esprit de certains principaux animateurs de pérenniser les acquis et, surtout, de poursuivre ces premières ébauches de discussion sur les problèmes de fond non seulement en portant les débats au sein même des conseils, gagnés très largement à l'époque par la gestion à courte vue, mais aussi en créant une structure permanente d'échanges. Le constat était relativement simple : nous considérons que le repli des enseignants-chercheurs sur leur pré carré disciplinaire et le manque de débat intellectuel dans l'université n'étaient pas étrangers à l'émergence et à la reproduction d'un sens commun gestionnaire. Pour entraver cette reproduction, il fallait relancer des débats critiques, théoriques et politiques, qui, à leur tour, nourriraient la

*Dès le départ,  
les relations entre  
Raisons d'agir-  
Grenoble et  
Raisons d'agir-  
Paris ont été  
marquées  
du sceau  
de l'ambiguïté.  
Quel type  
de rapports  
devions-nous  
entretenir ?  
Quel degré  
d'autonomie pour  
Raisons d'agir-  
Grenoble ?*

contestation politique et syndicale. Un débat et une action furent ainsi lancés sur la précarité des personnels qui furent sans doute les facteurs déterminants dans la gestation de ce qui devait devenir *Raisons d'agir-Grenoble*. Plusieurs d'entre nous avaient exprimé le besoin d'associer cette radicalisation à un engagement intellectuel plus large dans les luttes sociales et à la promotion de débats critiques sur les problèmes sociaux. Parallèlement, un des animateurs de la grève, secrétaire de la section syndicale SNEsup, avait commencé à travailler dans son champ de recherche avec Pierre Bourdieu et l'équipe de *Liber*. Cette première collaboration avait débouché sur l'organisation d'une école d'été, en juillet 1996, à Grenoble, où plusieurs membres du Centre de sociologie européenne étaient intervenus. Après la clôture officielle de cette école d'été, les particularités de la situation grenobloise et les chevauchements entre les engagements intellectuels et les activités militantes des uns et des autres ont permis d'organiser une rencontre entre Pierre Bourdieu et quelques militants locaux, notamment du syndicat SUD, du SNEsup de l'université Stendhal et de *Ras l'Front*. Il s'agissait en fait des prémices de *Raisons d'agir-Grenoble* qui devait être créée pendant l'année universitaire 1996-1997. L'idée locale d'un engagement social à la fois critique et combatif des intellectuels trouvait alors un débouché dans la création de *Raisons d'agir* sur le plan national.

Dès le départ, les relations entre *Raisons d'agir-Grenoble* et *Raisons d'agir-Paris* ont été marquées du sceau de l'ambiguïté. Quel type de rapports devions-nous entretenir ? Quel degré d'autonomie pour *Raisons d'agir-Grenoble* ? Fallait-il développer l'association de manière ouverte ou devait-on recruter uniquement par cooptation ? Autant de questions posées plus ou moins explicitement, mais qui n'ont jamais été réellement débattues et résolues. À la suite des *Rencontres européennes contre la précarité* (voir ci-après) une lettre fut adressée à Pierre

Bourdieu pour suggérer le développement de *Raisons d'agir* dans les universités : elle est restée sans réponse. Nos rapports avec *Raisons d'agir-Paris* furent donc minimalistes : d'un côté, nous étions plusieurs à défendre farouchement notre entière autonomie d'action (une leçon syndicale apprise dans les luttes récentes à l'université où nous avons décidé collectivement de ne jamais consulter la direction nationale du syndicat avant d'entreprendre des actions) et – il faut bien le dire – à nous méfier de toute forme de contrôle extérieur sur nos activités ; par contre, nous avons d'emblée intériorisé les contraintes associées aux risques de récupération ou d'instrumentalisation politiques de notre travail (à Grenoble, ce risque était tout à fait réel de la part des partis de la gauche institutionnelle, voire des *nouveaux* syndicats comme la FSU).

Le groupe initial qui s'est formé au cours de l'année 1996-1997 et qui a commencé à se réunir régulièrement au printemps 1996 reflétait à la fois les spécificités grenobloises et la situation particulière de l'université Stendhal (avec un syndicat fort et une majorité de lutte au conseil d'université). Des militants de SUD et de *Ras l'Front*, du *Comité des chômeurs* de Grenoble, du collectif des *Intermittents du Spectacle*, du SNEsup et du SNASub, de la CGT, le collectif formé autour du journal indépendant *Les Gueux*, se sont rapidement retrouvés pour tenter de ranimer le débat intellectuel sur le campus (avec une forte ouverture sur la ville), faire connaître des recherches critiques et transmettre la posture critique en sciences humaines et sociales. Le projet intellectuel et politique de Pierre Bourdieu correspondait tout à fait à notre attente. Aussi précisions-nous clairement dans notre publication fondatrice les objectifs de *Raisons d'agir* (qui ne supposent pas une allégeance théorique à Pierre Bourdieu) : reconstruire le lien entre les intellectuels critiques et le mouvement social, reconquérir l'autonomie des intellectuels vis-à-vis des pouvoirs écono-

miques, politiques et médiatiques, dans la continuité des luttes engagées par certains d'entre nous contre la précarité. En effet, pour reprendre l'expression employée par un des animateurs locaux de SUD, il fallait trouver le moyen de ne plus avoir « le nez dans le guidon » des luttes et prendre le temps de la réflexion et reconquérir une distance critique par rapport à notre engagement militant. Dès le départ, les *Rencontres* étaient conçues comme une réflexion critique sur nos luttes, replaçant la question de la précarité dans un cadre européen, intégrant des recherches critiques (en sociologie, en économie, etc.) sur ces questions et prenant appui sur les énergies investies localement dans ce champ d'investigation.

Le résultat a largement dépassé notre attente. Les 17 et 18 décembre 1997 nous avons organisé, à l'université Stendhal, deux journées de débats, d'interventions théâtrales, de musique et de danse, en évitant les césures entre le débat proprement dit et les interventions artistiques. Des chercheurs britanniques, belges, italiens, grecs ont participé aux débats (parfois houleux). Un nombre considérable de volontaires locaux (universitaires, étudiants, syndicalistes, chômeurs, SDF – la nourriture était fournie par une association de SDF) assuraient « l'intendance ». Une quête à l'entrée assurait l'essentiel du financement de la manifestation. 500 personnes ont assisté aux quatre ateliers qui traitaient chacun d'un aspect particulier de la précarité (la précarité dans le monde du théâtre ou dans l'université, la progression internationale de la précarité, etc.). Un numéro spécial *des Gueux*, reprenant un certain nombre d'interventions a été (très largement) vendu sur place. 800 personnes sont venues pour la séance plénière avec Pierre Bourdieu, Aline Pailler et Jean-Paul Portello. 600 personnes ont signé une pétition demandant une taxe sur les transactions financières (l'embryon d'ATTAC à Grenoble) et 70 adhésions ont été enregistrées à *Raisons d'agir*. On retrouve d'ailleurs un écho de l'émotion suscitée par les *Rencontres* dans le

film de Pierre Carle, *La Sociologie est un sport de combat*, qui s'ouvre avec une scène où une jeune femme parle à Pierre Bourdieu dans des termes (trop ?) enthousiastes des *Rencontres grenobloises* auxquelles elle avait assisté.

## Vivre avec le succès

Dans les mois qui ont suivi les *Rencontres*, le problème essentiel a été de savoir comment gérer le succès de la manifestation. Que faire des 70 demandes d'adhésion ? Le problème était d'autant plus difficile à résoudre que la liste comportait peu de chercheurs et beaucoup de demandes militantes dans un paysage syndical et politique peu attractif. Une première assemblée générale, convoquée quelques semaines après les *Rencontres*, a révélé un malentendu réel entre les participants et les animateurs de *Raisons d'agir-Grenoble* qui, pour l'essentiel, ne souhaitaient pas créer un nouveau mouvement de masse. Sur notre proposition, une grande partie de ceux et de celles qui voulaient « poursuivre les *Rencontres* » constituèrent ATTAC à Grenoble. Mais l'intégration de nouveaux membres dans l'association s'est avérée ensuite très difficile. Peut-être faut-il y voir la conjonction d'un effet de clôture, de la crainte d'instrumentalisation et du reflux des intellectuels qui auraient été susceptibles de nous rejoindre dans une conjoncture devenue moins favorable (gouvernement socialiste, attaques médiatico-politiques contre Pierre Bourdieu) ?

Au-delà des conflits interpersonnels, c'est notre mode d'organisation et d'intervention improvisé qui était en cause. Antenne grenobloise de *Raisons d'agir-Paris* (« petits soldats du combat bourdieusien ? ») ou association locale autonome ouverte s'inspirant de la pensée critique de Bourdieu ? Cercle de réflexion ou interface entre la pensée critique locale et le mouvement social ? Intellectuel collectif ou lieu de transmission de la pensée critique (des autres) ? Association dont l'organisation interne devait

rester souple et peu codifiée ou groupe fermé dominé par un ou deux animateurs (au passé communiste autoritaire) dont le capital symbolique était renforcé par les succès récents ? Aucun d'entre nous ne se reconnaissait comme « bourdieusien authentique » : effet de la méconnaissance ou de positions intellectuelles composites.

Des conférences-débats ont été organisées autour d'enjeux intellectuels et politiques considérés comme prioritaires, mais le collectif est resté relativement restreint, perdant les étudiants, le groupe *des Gueux* et les Intermittents du Spectacle. Une quinzaine de personnes ont continué à se réunir dont une dizaine d'universitaires (anglais, communication, lettres), un journaliste, un graphiste, deux syndicalistes, l'effectif se réduisant à sept ou huit participants en mai 2001. Parmi eux, certains se méfiaient des effets éventuels de mandarinat et des comportements de cour qu'ils avaient cru déceler dans l'entourage du sociologue.

Entre 1998 et 2001, l'activité de *Raisons d'agir-Grenoble* a consisté à organiser des débats directement en prise avec le mouvement social ou l'actualité politique, soit seul (*Intellectuels et mouvement social*, autour des *Évangélistes du Marché* de Keith Dixon – 150 personnes –, et *Nouvelles technologies de communication* – 100 personnes), soit en coopération avec d'autres associations (*La situation au Kosovo* – 200 personnes ; *Le terrorisme en Algérie* – 600 personnes ; *Le système d'incarcération américain*, avec Loïc Wacquant – 500 personnes ; *La situation au conseil régional de Rhône-Alpes* – 100 personnes). Mais nous avions conscience de notre activisme : absence de production intellectuelle et lassitude de se faire les diffuseurs de la pensée des autres. D'où deux tentatives avortées : l'une avec Philippe Corcuff sur la sociologie des organisations de transformation sociale, l'autre en montant un séminaire de réflexion sur l'introduction des technologies d'information et de communication à l'université (du fait de la constitution des universités grenob-

loises en sites pilotes du E-learning). Il s'agissait à la fois de démonter l'idéologie de l'enseignement assisté par ordinateur et la démarche de privatisation de l'enseignement supérieur et de réfléchir à des propositions alternatives d'usage pédagogique et démocratique des TIC. Deux réunions se sont tenues sur ce thème et une conférence-débat a été organisée avec deux enseignants-chercheurs canadiens. Une tentative de création d'une revue régionale a échoué faute de moyens. L'absence d'un sens quelconque à l'orientation de nos activités se faisait de plus en plus cruellement sentir et l'isolement par rapport au groupe parisien pesait particulièrement lourd. La disparition de Bourdieu a renforcé ce sentiment diffus de désorientation.

## La suite à suivre...

Pour décembre 2003 nous préparons des deuxièmes *Rencontres* européennes sur le thème d'une gauche alternative avec des historiens, des sociologues et des politologues, ainsi qu'avec la participation d'associations, syndicats et partis, comme pour les premières rencontres. Si la volonté de recréer un pôle intellectuel critique fort, producteur et diffuseur autonome de ses recherches et lié au mouvement social est certainement juste, nous n'avons pas trouvé ou inventé les moyens de lui donner une crédibilité attractive. Ce qui manque surtout, c'est un espace de réflexion critique sur notre propre passé récent – ses succès et ses échecs, sa rhétorique propre et ses non-dits. Cet article voudrait être une contribution modeste à ce débat.

# Raisons d'agir-Poitiers

Bertrand Geay

**C**RÉER UN GROUPE *Raisons d'agir* dans une ville universitaire moyenne, sans véritable tradition sociologique : un pari impossible ? Une entreprise dénuée de sens ? Cependant, c'est aussi dans de tels lieux que se fait le plus durement sentir l'affaiblissement du débat politique au sein de l'université et que des opportunités existent de réaliser des convergences presque impossibles ailleurs.

Poitiers est une agglomération de 110 000 habitants, dotée d'une université polyvalente qui accueille un peu plus de 20 000 étudiants. Le syndicalisme universitaire y survit, tant du côté des étudiants que des enseignants. La confusion politique y bat son plein, avec un président d'université membre du SNESup, brillant professeur de psychologie expérimentale, qui signe un rapport aux accents néolibéraux. Le département de sociologie, fermé en 1974 pour cause d'effervescence à contre-temps, a été réouvert il y a quelques années. Une première génération de doctorants y fait ses armes.

*Raisons d'agir* a été créé en septembre 1998, à Poitiers. L'association locale regroupe des sociologues, économistes, géographes, psychanalystes et « civilisationnistes », des étudiants en sciences sociales et des professeurs de l'enseignement secondaire, ainsi que des militants associatifs et syndicaux intéressés par une activité de réflexion prenant appui sur les sciences sociales. Au total, environ une vingtaine de personnes. Quelques membres sont à la fois engagés dans la recherche et dans une activité militante, ce qui a facilité la constitution

du groupe et lui donne une coloration particulière. Il a, ainsi, autant une fonction de carrefour, de point de rencontre entre différents modes d'élaboration intellectuelle et différentes sensibilités politiques, qu'une fonction de production collective.

C'est ce qui lui a permis, au cours des derniers mois, d'être à l'initiative d'une série de débats publics sur la reconstruction de la gauche, après les résultats fracassants du premier tour de l'élection présidentielle. Un collectif ouvert, d'environ soixante-dix personnes, s'est attelé à la préparation d'*Assises des alternatives sociales et politiques*. S'y retrouvent des militants d'ATTAC, de la FSU, d'AC !, de la CGT, de SUD, des Amis de la Terre, de l'UNEF, du MRAP, du PCF, de la LCR, des Alternatifs, des Verts, mais également des jeunes sans affiliation particulière (et assez allergiques à ce type d'énumération), des animateurs de Maisons de quartier. Bref un ensemble assez large, dans l'esprit des *États généraux du mouvement social* qui s'étaient constitués après décembre 1995, autour de Pierre Bourdieu, et du texte « Pour une gauche de gauche » publié au printemps 1998.

L'activité ordinaire de *Raisons d'agir-Poitiers* est plus classique. Les membres se retrouvent une fois par mois, à la Maison de la solidarité (lieu interassociatif autogéré, dont l'association est membre statutaire) pour une sorte de « séminaire militant ». Des invités ou des membres du groupe, chercheurs et/ou militants, présentent une contribution à partir de leurs travaux ou de leur expérience, autour d'une problématique commune. Depuis ces derniers mois, nous avons pris pour objet les poli-

tiques publiques de lutte contre la pauvreté et leurs effets sur les modes de construction identitaire des classes populaires. Une publication est envisagée sous forme de *Cahiers de l'association*. Dans le passé le groupe a déjà édité une brochure, issue d'une réflexion commune sur les services publics, *L'implosion des services publics. Processus et acteurs, à Poitiers et ailleurs*. Quelques textes ou communiqués ont également été diffusés, en particulier au moment de la guerre au Kosovo et en Afghanistan. Plusieurs conférences-débats ont été organisées avec des membres de l'association nationale, auxquelles se sont ajoutées les projections-débats de *La Sociologie est un sport de combat*.

Cette présentation passe néanmoins sous silence les questions et les tâtonnements qui ont accompagné la mise au point progressive de notre activité. Quels sont les objectifs de *Raisons d'agir* ? Production scientifique ou textes militants, interventions répétées dans les débats politiques ou plus exceptionnelles, en particulier à l'occasion des grandes mobilisations sociales ? Quels liens établir entre une approche sociologique, en particulier celle de Pierre Bourdieu, et des prises de position politiques ? Comment et pourquoi intervenir lorsque le capital symbolique collectif fait défaut ? Lorsque l'espace médiatique et politique local est encore plus fermé qu'au niveau national à de telles interventions ? Quelle est la participation attendue des membres de l'association ? Face à de telles interrogations, il a fallu passer de réponses en forme de définition – nous sommes des militants politico-scientifiques, ... – à des échanges plus argumentés sur les relations entre sciences sociales et politique, sur l'importance de la critique des catégories de la politique ordinaire et de l'expertise, comme antidote à l'idéologie dominante plus que comme vérité positive. Il a surtout fallu trouver une voie propre, des objectifs spécifiques adaptés à la configuration sociale et politique locale.

Deux pistes ont ainsi été abandon-

nées : l'intervention à répétition, sous forme de tracts ou de communiqués, qui, faute de capital suffisant et de lieu d'expression approprié, nous rapprocherait trop des groupes militants ; le travail d'enquête, pour lequel il est apparu que le groupe ne constituait pas un cadre adapté. Le couplage entre un séminaire et la publication de *Cahiers* qui en conserveraient la trace nous est finalement apparu comme la formule la plus souple et correspondant le mieux aux attentes et aux compétences disponibles.

Ce travail d'ajustement des pratiques à l'espace local n'aurait pas beaucoup d'intérêt s'il ne s'appuyait sur la conviction que nous traversons une période de profond renouvellement des cadres d'analyse et que le succès rencontré par les initiatives politico-intellectuelles dissidentes au cours des dernières années marque la nécessité du type de rencontre auquel nous tentons de contribuer. Il va de soi que, de notre point de vue, une mise en réseau de telles expériences contribuerait beaucoup à leur renforcement.

# Raisons d'agir

## Sport, corps et néolibéralisme

### Strasbourg

CRÉÉ EN MAI 2001 à Strasbourg, le collectif thématique « Sport, corps et néolibéralisme » est une composante de l'association nationale *Raisons d'agir*. Il regroupe des chercheurs en sciences sociales spécialisés dans un domaine d'investigation approximativement circonscrit par le regroupement thématique : sport, corps, jeunesse et loisirs. Conformément à la charte de *Raisons d'agir* (« Un intellectuel collectif autonome »), il s'agit prioritairement pour notre collectif de produire des textes d'intervention scientifico-politique dans ce domaine. En publiant des articles dans la presse nationale ou locale et en intervenant dans le débat public, il s'agit de lutter contre la pensée néolibérale et de contribuer ainsi à la résistance contre l'hégémonie du sens commun économique dans les secteurs du sport et de la jeunesse. Il s'agit non seulement d'étudier minutieusement cette emprise invisible, mais aussi le procès du service public instruit au nom de la modernité. Relayé à satiété par des médias omniprésents, ce discours présente le néolibéralisme dans le sport, la jeunesse et les loisirs comme une évolution inéluctable souvent connotée de modernité sinon de progressisme : entrée en bourse des clubs professionnels, retrait du service public dans le monde du sport, précarité de l'emploi sportif, surenchère des droits TV et disparition progressive à l'écran de certains sports peu médiatiques, caution apportée aux logiques marchandes des équipementiers sportifs par les spécialistes universitaires du management sportif, inculcation (via les écoles de commerce, les manuels de conseils en image, etc.) des schèmes de pensée et d'action néolibéraux, « marchandisation » des cultures contestataires, inculcation de la pensée unique et d'un habitus consumériste dès le plus jeune âge, normalisation de l'esthétique corporelle, diffusion d'une attitude de

William Gasparini

*...il s'agit  
de lutter  
contre la pensée  
néolibérale  
et de contribuer  
ainsi à la  
résistance contre  
l'hégémonie  
du sens commun  
économique  
dans les secteurs  
du sport  
et de la jeunesse*

*winner* et de *self made man* chez les jeunes sportifs, etc.

À travers le sport, la pensée néolibérale se diffuse dans tout l'espace social. Quel que soit le milieu d'origine, il s'agit d'être un « gagnant » et un « entrepreneur » de sa vie dans une France qui gagne sur le terrain économique (et qui gagnait encore au football jusqu'en 2002), cela en dépit ou contre les règles d'un État jugées archaïques. Bernard Tapie l'avait déjà montré à l'OM : pour être le premier, il faut ruser avec la loi, faire étalage de virilité, parler plus fort que les autres et surtout montrer ostensiblement les attributs de la réussite économique.

Largement diffusé dans le milieu des petits entrepreneurs, patrons, commerçants et professions libérales, ce modèle tend à imprégner peu à peu les structures mentales d'une partie des jeunes qui, en revendiquant « moins d'État », reprennent à leur compte cette représentation du monde social associant la critique des services publics à une vision enchantée du monde de l'entreprise, le culte de l'individualisme et de la consommation. Bien qu'elles soient les premières bénéficiaires des services publics et de l'État social, certaines catégories en viennent ainsi à épouser les thèses des chantres du libéralisme.

Renversant la critique des appareils idéologiques d'État (appliquée au sport), la défense du service public ne doit rien au nationalisme mais s'inspire d'une éthique de l'intérêt général au service des plus démunis.

Concrètement, le collectif *Sport, corps et néo-libéralisme* a pour objet :

- d'allier réflexion et action politique dans le domaine du sport, de la jeunesse et des loisirs ;

- de susciter des prises de position dans l'espace public guidées par le souci de dénoncer l'emprise de la doxa économique dans les structures mentales ;
- de rendre accessible au grand public consommateur de loisirs et de spectacles sportifs ainsi qu'aux acteurs engagés dans la gestion de ces domaines, les outils d'analyse des sciences sociales ;
- de poursuivre et d'approfondir les recherches entreprises dans ce domaine.

#### Publications et interventions des membres du collectif depuis sa création

*Libération* le 15 février 2000 (Rebonds : « Écran total pour les sportifs » – critique du monopole médiatique de sportifs au service de la pensée néolibérale) ;

*Libération* le 24 juin 2000 (Rebonds : « La pédagogie, un discours écran et totalitaire » – critique de la nouvelle pensée pédagogique pro-Allègre et des slogans démagogiques de Mérieu) ;

*Libération* 28 juin 2001 (Rebonds : « Les raves dans la logique libérale » – critique de la revendication néolibérale du moins d'État dans les free parties) ;

*Libération* le 3 janvier 2002 (Rebonds, « Ski : les dangers de la transgression ») ;

*Libération* le 13 mai 2002 (Courrier des lecteurs : « Le stade de la contestation » – sur Chirac et la Marseillaise sifflée lors de la finale de la coupe de France de foot) ;

*Libération* le 20 juin 2002 (Rebonds : « Le foot, cheval de Troie du néolibéralisme » – sur le spectacle du néolibé-

ralisme à l'occasion de la Coupe du Monde de football 2002) ;  
*Sud-Ouest* le 6 avril 2000 (rubrique Débat : « Le sport à deux visages ») ;  
*Dernières Nouvelles d'Alsace* le 21 mars 2001 (Page nationale Point de vue : « Sport, intégration et démocratie ») ;  
*Dernières Nouvelles d'Alsace* le 13 juin 2001 (page nationale Point de vue : « Aziz ou la mise en scène de l'intégration ») ;  
*Dernières Nouvelles d'Alsace* le 13 octobre 2001 (Page nationale Point de vue : « Match France-Algérie : le double spectacle du sport ») ;  
*Dernières Nouvelles d'Alsace* le 6 février 2002 (Page nationale Point de vue : « Hommage à Bourdieu ») ;  
*Radio Bienvenue Strasbourg* (Émission Déjeuner sur l'onde - 91.9 FM - 8 février 2002 : « Pierre Bourdieu et le mouvement social » avec la participation de membres de *Raisons d'agir-Strasbourg*, J. Beauchez et W. Gasparini) ;  
et *Radio Bleue Alsace* (W. Gasparini, le 15 novembre 2001: « Corps, dopage et néolibéralisme » et le 24 Janvier 2002 : « Sport et néolibéralisme »).

Dans un contexte politique et médiatique où la pensée libérale et la critique des services publics dans le sport en Europe et dans les départements et écoles qui préparent les futurs managers du sport n'ont pas cessé de s'étendre, où le non-engagement des étudiants des filières sportives est devenue la règle, cette action collective voudrait tenter de renouer avec la tradition critique de l'université française (notamment des STAPS) où des étudiants et des chercheurs s'impliquent dans le débat public en usant de leurs armes intellectuelles et font de la sociologie (du sport et de la jeunesse) une sorte de service public de la pensée critique, un « sport de combat ».

## Participants

Le collectif regroupe des chercheurs en sciences sociales qui travaillent dans les domaines du sport, du corps, de la jeunesse, des loisirs et

souhaitent s'engager publiquement dans la critique du néolibéralisme : doctorants, docteurs en sociologie et en STAPS, enseignants-chercheurs français et étrangers (notamment dans les pays du bassin méditerranéen et de l'Afrique francophone), acteurs des services publics de l'État impliqués dans la recherche en sciences sociales, syndicalistes, etc.

- l'emprise des marques sportives ;
- les livres-manuels de conseils en image corporelle.

## *Les réunions de travail du collectif sont organisées en fonction des besoins et de l'actualité politique*

### Mode de fonctionnement

Les réunions de travail du collectif sont organisées en fonction des besoins et de l'actualité politique. L'auteur d'un article ou d'une intervention doit demander au préalable l'accord du conseil d'administration de l'association nationale pour l'utilisation du label *Raisons d'agir* et celle des responsables du collectif thématique pour l'utilisation du label *Sport, corps et néolibéralisme*. Une non-réponse dans un délai de 3 jours (courrier e-mail) vaut approbation.

### Thèmes envisagés pour de futures réunions et/ou publications

- la « main gauche » de l'État dans le sport, les loisirs et la jeunesse ;
- le discours sur le professionnalisme sportif tardif de la France ;
- managers et management du sport ;
- la « marchandisation » des cultures juvéniles contestataires ;
- la mise en scène libérale du sport à la TV ;
- l'intégration sociale par le sport ;
- analyse critique de l'attrait pour les objets et comportements sportifs ;
- la précarité de l'emploi sportif ;
- l'utilisation du sport comme scène politique ;
- l'attitude libérale ;
- fin ou renouveau de la « lutte des classes » dans le sport professionnel ? ;
- les inégalités d'accès aux biens et services sportifs marchands ;
- la « marchandisation » des rapports sociaux dans les centres de formation des clubs de football ;

# Raisons d'agir en Belgique

Luc Van Campenhoudt

## Remarque préliminaire

CETTE NOTE a été rédigée dans une perspective chronologique. Je suis obligé de m'y mettre en scène dans la mesure où il me semble difficile de comprendre l'expérience de *Raisons d'agir* en Belgique sans tenir compte de quelques éléments de ma trajectoire professionnelle. Je donne aussi un certain poids à la manière dont, selon moi, cette expérience a été perçue et vécue par mes amis belges le plus directement impliqués. Il me faut également préciser que l'expérience belge de *Raisons d'agir* ne se limite pas à celle, relatée ici, de l'équipe d'amis et de collègues dont je fais partie. Certains compatriotes, Paul Dirckx en particulier, ont travaillé pour le même projet mais dans un contexte différent et pourraient être légitimement déçus du faible impact, finalement, de *Raisons d'agir* en Belgique.

L'histoire de *Raisons d'agir* en Belgique commence pour moi le 20 mars 1993. À l'initiative de Jacques Commaille qui y enseigne, les Facultés universitaires Saint-Louis ont invité Pierre Bourdieu à donner un cours dans la matinée, suivi d'une conférence « grand public » en soirée. *La Misère du monde* venait de sortir en librairie et rencontrait un écho bien au-delà du milieu sociologique. En Belgique, des pages entières de journaux y avaient été consacrées. Pierre Bourdieu centra son cours sur « la misère de position ». Il exposa également aux étudiants les principes de la compréhension sociologique, telle qu'elle est mise en œuvre dans cet important travail collectif. Sous le titre *L'impromptu de Bruxelles*, la conférence du soir, consacrée à l'Europe et à « l'universalisation des valeurs universalisables », rassembla plus de sept cents personnes. L'amphithéâtre prévu était plein à craquer, de sorte que des haut-parleurs durent être installés dans les couloirs.

Pour moi, cette journée et cette soirée de conférence à Bruxelles ont surtout été l'occasion d'un tête-à-tête

avec Pierre Bourdieu. Dans la voiture l'emmenant ou le ramenant à l'endroit où il logeait, au cours du déjeuner et du dîner, au fur et à mesure que la confiance s'établissait, il me parlait de son projet de constituer un intellectuel collectif. Il insistait surtout sur l'importance de Bruxelles pour un projet d'ampleur européenne et sur le rôle que nous pourrions dès lors y jouer, du fait de notre localisation. Nous nous sommes séparés sur la promesse de nous revoir et d'en reparler.

De nombreux mois passèrent, encombrés, très banalement pour moi, par le travail quotidien d'enseignement, de recherche et de gestion institutionnelle. En attendant des jours plus dégagés, j'essayais néanmoins d'entretenir le projet. En mars 1994, comme nous en étions convenus, j'envoyai à Pierre Bourdieu un « Avant-projet d'association internationale d'intellectuels sur la construction européenne ». M'inspirant de son idée première, je proposais que le cœur de l'association soit un conseil restreint d'une vingtaine d'intellectuels, européens et non européens, de réputation internationale dans le domaine des sciences sociales. Ce conseil se réunirait régulièrement en tables rondes pour piloter une réflexion sur l'Europe et prendre position sur une série de problèmes. Son travail serait soutenu par un petit bureau chargé d'assurer le secrétariat scientifique de l'association. Pierre Bourdieu m'envoya une liste d'intellectuels de premier plan avec Habermas, Cicourel, Geremek et Tilly notamment, indiquant par là qu'à ses yeux, il devait s'agir d'un mouvement polycéphale dont il serait l'animateur

mais pas le seul *ténot*. L'essentiel était de mettre en place un vrai débat intellectuel sur l'Europe.

Quelques mois passèrent, avec le même encombrement de tâches ordinaires. Quand vint novembre-décembre 1995, la donne changea profondément. En France, le clivage entre intellectuels se radicalisait et les positions se cristallisaient autour de la personne de Pierre Bourdieu. *Raisons d'agir* se mettait en place. Son succès soudain et les débats que le mouvement social allait provoquer en France devaient devancer le projet d'un intellectuel collectif européen polycéphale, avec d'autres grands noms.

Fin 1996, apparaît enfin la possibilité pour moi de prendre deux semestres sabbatiques, l'un en 1997, l'autre en 1998. J'en avise Pierre Bourdieu qui m'offre de les passer au Centre de sociologie européenne du Collège de France. Son accueil est chaleureux, tout comme celui de ses proches collaborateurs. Sans se fixer exclusivement sur *Raisons d'agir*, il m'invite au contraire à profiter pleinement de cette période privilégiée pour prendre le temps d'apprendre, de rencontrer, de travailler sur mes propres projets. Je garderai définitivement de lui l'image d'un homme profondément amical, généreux (notamment de son temps) et désirant sincèrement le bien de celui qu'il accueille. À plusieurs reprises, nous avons parlé de bien d'autres choses que de *Raisons d'agir*. Les problèmes que je vais évoquer et les réflexions que je vais me permettre de faire, puisqu'on me les demande, n'enlèveront rien à ce sentiment.

Concernant *Raisons d'agir*, Pierre Bourdieu revient sur mon texte de

1994 concernant le projet d'association européenne et décide d'en publier dans *Liber* une partie qui concerne l'autonomie des intellectuels. À usage interne, le document entier avait déjà été traduit en anglais ainsi qu'en allemand grâce à Franz Schultheis. Dans un contexte de crise du *Parlement européen des écrivains*, Bourdieu se montrait à la fois motivé par cette alternative, mais aussi très prudent et hésitant en ce qui concernait les structures de gestion du projet. Il imaginait un double secrétariat, à Paris pour la direction effective et à Bruxelles pour l'accès aux sources et aux ressources européennes, mais avec le moins de bureaucratie possible. Par ailleurs, s'il souscrivait à l'argumentaire de fond, l'idée, qui venait de lui, d'une association européenne associant plusieurs grands noms, ne lui paraissait pas encore assez mûre. Il me semblait que la nature de la tâche se modifiait insensiblement ; il s'agissait de plus en plus dorénavant de contribuer à la prolifération européenne du mouvement social surgi en France.

Les *Rencontres européennes contre la précarité* organisées à Grenoble, en décembre 1997, auront été la première occasion de mobilisation de collègues belges, grâce à Keith Dixon. L'accueil des amis grenoblois et leur souci d'ouverture des débats furent exceptionnels. Les *Rencontres* de Grenoble furent également l'occasion de préparer deux projets de recherche européens dans le cadre du programme « Recherches socio-économiques finalisées », labellisés *Jeunprec* (« Jeunesse et précarité ») et *Pensoc* (« État pénal/ État social »). La dernière main à ces projets, coordonnés

respectivement par Franz Schultheis et Remi Lenoir, fut apportée en janvier 1998, avec la participation très active de Pierre Bourdieu lui-même, le dernier jour jusque tard dans la nuit.

Après la réunion de Grenoble et dans la perspective de ce projet de recherche, nous décidons avec Yves Cartuyvels, Françoise Digneffe, Philippe Mary et Andrea Rea de créer *Raisons d'agir-Belgique*. Le projet de recherche, qui mobilisait presque les mêmes personnes, prit néanmoins le pas sur *Raisons d'agir*. Dans la plupart des pays impliqués, les chercheurs ont effectué un travail relativement important comportant notamment un glossaire des catégories de pensée et de gestion de la précarité en Europe ainsi qu'une série de travaux empiriques intéressants. L'ensemble a abouti à deux rapports pilotés par les coordinateurs ainsi qu'à de nombreuses publications dans diverses revues. Cependant, en cours de route, le groupe avait éprouvé des difficultés à trouver une ligne de travail cohérente et stable et à construire un objet sociologique commun. Le plan de travail était incertain et a été modifié à plusieurs reprises sans véritable concertation, provoquant une certaine confusion et une certaine irritation tant chez les chercheurs que chez certains co-promoteurs nationaux. Des tensions sont progressivement apparues où je me trouvais personnellement piégé, coincé entre les attentes du *Centre français* qui, me semble-t-il, me voyait comme le garant de la collaboration belge, mais incapable de « tenir ses troupes », et ma loyauté envers mes amis belges qui faisaient leur boulot et dont je partageais les sentiments. Il importe de dire que, d'une manière générale, les personnes n'étaient pas en cause ; l'estime réciproque et des amitiés qu'on espère durables ont vu le jour grâce à cette expérience. C'est plutôt l'exportation d'un mode de fonctionnement et de décision informel, mais très centralisé autour d'une personnalité exceptionnelle, qui est problématique, dès lors qu'il implique des personnes étrangè-

*Les jours  
précédant la  
journée d'études  
auront pourtant  
été marqués  
par une double  
douche froide.*

res au centre de ce système : il n'en a pas moins des répercussions directes et importantes sur leur travail. Quel rapport avec *Raisons d'agir* ? Il s'agissait plus ou moins des mêmes personnes dans cette aventure à double face : recherche et militantisme.

En parallèle avec la recherche, l'association fonctionnera mais par à-coups et avec une motivation de plus en plus fragile. Je dois reconnaître ici que ma faible disponibilité, durant plusieurs mois, liée à des problèmes personnels, n'arrangea pas les choses. Le 25 février 1999, Gérard Mauger participera à une soirée d'information à Mons, devant une petite centaine d'auditeurs enthousiastes. Son intervention et la mienne seront retranscrites et diffusées auprès des participants de la journée d'études d'octobre 1999. Certains membres du public souhaitent même organiser, sur place, une collecte pour doter d'emblée l'association d'un budget de départ.

Cette mobilisation se concrétisera dans ce qui restera l'événement principal de *Raisons d'agir-Belgique* : une journée d'études sur le thème « La précarité sous surveillance. Enjeux nationaux et européens » organisée sous le label de *Raisons d'agir-Belgique* le 26 octobre 1999 à l'université de Bruxelles et à laquelle Bourdieu apporte son soutien, une subvention européenne est prévue. Outre la dimension européenne, l'événement est l'occasion de lancer *Raisons d'agir* en Belgique. Un groupe de travail composé des fondateurs universitaires et d'une quinzaine de militants du milieu associatif est donc créé. Ce groupe se réunira à plusieurs reprises à l'initiative d'Andrea Rea (université de Bruxelles), coordinateur de la préparation de la journée d'études. La première partie de la matinée est consacrée à quatre interventions de personnes bien connues chez nous pour leur engagement militant dans « l'associatif » sur le thème « La précarité sous surveillance en Belgique ». Salvatore Palidda et Keith Dixon terminent la matinée sur le thème de « La précarité sous surveillance en Europe ». À la demande

de Pierre Bourdieu, la première partie de l'après-midi est consacrée à une présentation de diverses actions militantes, principalement *Raisons d'agir*, dans différents pays européens ainsi qu'en Amérique latine. La deuxième partie de l'après-midi est occupée par une table ronde sur le thème « Mouvement social européen. Pour un projet alternatif au néolibéralisme » réunissant syndicalistes et universitaires européens et se terminant, avant la discussion finale, par une intervention de Pierre Bourdieu.

Organisé conjointement par *Raisons d'agir-Belgique*, le GERME (Groupe d'étude sur l'ethnicité, le racisme, les migrations et l'exclusion de l'université libre de Bruxelles) et le Centre d'études sociologiques (CES) des Facultés universitaires Saint-Louis, l'événement rassemblera près de cinq cents personnes. Pierre Bourdieu se dira frappé par le potentiel d'analyse des militants associatifs et par notre capacité de mobilisation ; il se demandera comment les associer davantage à l'avenir dans les analyses susceptibles de nourrir *Raisons d'agir*.

Les jours précédant la journée d'études auront pourtant été marqués par une double douche froide. D'une part, les subventions européennes n'arriveront pas, au prétexte que le programme est trop « belge ». « On » souhaite les réserver pour un prochain colloque où une discussion entre Pierre Bourdieu et quelques personnalités intellectuelles européennes de tout premier plan est prévue. Le GERME et le CES se verront acculés à prendre seuls en charge le financement de l'événement. D'autre part, Andrea Rea m'apprend deux ou trois jours avant la date prévue que Pierre Bourdieu renonce à y participer. Il faudra que je lui téléphone le soir même et que je lui explique l'importance de la préparation et des attentes pour qu'il revienne sur sa décision.

Je pense que notre propre lecture de ces expériences et celle du *Centre français* étaient fondamentalement différentes. De notre point de vue, nous jouions correctement le jeu et prenions entièrement nos responsabi-

lités, même si nous manquions du temps nécessaire pour faire davantage. Cependant, peut-être ne l'avions-nous pas suffisamment expliqué, pris par la préparation et éloignés d'un milieu intellectuel français, qui a sans doute de meilleures raisons que nous d'être circonspect. La journée d'études portait essentiellement, comme convenu, sur l'Europe et sur le thème de la précarité. De plus, en l'organisant, nous suscitons localement une mobilisation et un intérêt pour *Raisons d'agir*, selon les vœux mêmes des initiateurs du mouvement. Que fallait-il de plus ? Nous avions le sentiment que le Centre français craignait de perdre le contrôle de ce que nous étions en train de faire au nom de *Raisons d'agir* et qu'il était toujours susceptible de changer d'option unilatéralement, sans en mesurer les conséquences pour les autres, qu'il trouvait normal que nous mettions en œuvre le projet en Belgique, mais sans grande considération pour les contraintes et le contexte local de cette mise en œuvre.

Après avoir fait place, dans le programme de notre journée d'études en Belgique, à l'ensemble des interventions extérieures demandées par la « maison mère » de *Raisons d'agir* (avec pour effet de surcharger dangereusement le programme et de laisser le public), aucun d'entre nous ne fut invité aux « grandes » réunions ultérieures de *Raisons d'agir* en Allemagne et en Grèce. L'esprit de Grenoble était loin. Nous avions une fois encore le sentiment de ne pas nous retrouver dans un jeu qui ne nous semblait ni cohérent ni collectif. Certains des partenaires belges les plus directement impliqués refusaient dorénavant d'y participer. Pour eux, l'objectif se réduisait désormais à mener la recherche européenne à bon port.

C'est encore l'équipe belge, de nouveau avec Andrea Rea en première ligne, qui sera contactée par la DG XII pour organiser avec elle le colloque final de la recherche : c'est, en effet, à la suite du dossier qu'Andrea Rea avait introduit que la subvention européenne avait été promise (et ensuite

post-posée). Un programme équilibré, centré sur les résultats des nombreux travaux, fut mis en place sans difficulté avec les coordinateurs et les autres promoteurs du projet lors d'une réunion à la Maison des Sciences de l'Homme. Immobilisé par la douleur durant la plus grande partie de la journée, Pierre Bourdieu y fit néanmoins une de ses dernières interventions publiques. Toutefois, il n'était plus question de la discussion prévue entre lui et les autres *grands noms européens* qui avaient été envisagés. La raison pour laquelle il nous semblait que la subvention européenne promise nous avait finalement été refusée pour la précédente journée d'études bruxelloise (réserver l'argent européen pour une entreprise de plus grande envergure) restait une fois de plus sans effets. Il fallait maintenant que cet argent « gelé » soit utilisé et le terme de la recherche était indéniablement une excellente occasion de le faire.

### Conclusion

Quelques mois avant, en juillet 2001, des collègues de l'université de Liège avaient organisé à Cerisy-la-Salle un colloque consacré au rayonnement international de l'œuvre de Pierre Bourdieu. Au cours d'une longue et passionnante intervention finale, il leva un large coin du voile sur les raisons qui le poussèrent à gérer les choses (*Actes de la recherche en sciences sociales*, Liber, le Centre de sociologie européenne) comme il le fit, en fonction de ses objectifs, notamment d'autonomie, et des contraintes auxquelles il avait à faire face. Son exposé fut très éclairant. Son approche parfaitement cohérente, de son point de vue, comme l'est sans doute aussi celle de ceux qui sont au centre du système bâti autour de lui. Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de mes propos : indépendamment de l'estime qu'on peut avoir pour les personnes, la question posée par notre expérience récente de *Raisons d'agir en Belgique* est celle de la compatibilité de ce système, complètement centra-

lisé autour d'un maître exceptionnel, avec des collaborations étroites et durables (je ne parle pas des multiples collaborations occasionnelles) qui mobilisent d'autres milieux intellectuels, et supposent que soient pris en considération leurs contextes, contraintes, attentes et cultures spécifiques.

La preuve en est qu'en dehors du cadre de *Raisons d'agir*, plusieurs initiatives ont été prises récemment, dans la partie francophone de la Belgique, en vue de promouvoir l'œuvre et les idées de Pierre Bourdieu : conférences-débats, projections du film *La Sociologie est un sport de combat*, numéros spéciaux de revues, interviews dans la presse quotidienne... Ce travail de fond durable constitue l'essentiel, que les quelques mésaventures évoquées ici ne devraient pas altérer.

*la question posée  
par notre  
expérience récente  
de Raisons d'agir  
en Belgique est  
celle de la  
compatibilité de  
ce système,  
complètement  
centralisé autour  
d'un maître  
exceptionnel, avec  
des collaborations  
étroites et durables*

## Préambule

Les quelques lignes qui suivent ne prétendent pas fournir une analyse exhaustive de l'histoire encore toute récente – et il faut bien le dire, peu visible – de la constitution d'un réseau *Raisons d'agir* en Suisse, plus spécialement en Suisse romande. Elles visent néanmoins à donner un éclairage sur la question de l'engagement politique des intellectuels, en particulier des chercheurs et enseignants en sciences sociales, moins d'une manière abstraite à partir d'une déclinaison d'intentions et de positions théoriques plus ou moins bien élaborées (qu'est-ce qu'un intellectuel, qu'est ce que la science ou l'engagement, comment articuler ces notions, etc.), qu'à partir des problèmes d'organisation, de fonctionnement et d'orientation qu'un collectif doit aborder, et si possible résoudre, au moment de sa mise en place. Il ne s'agit bien entendu pas d'opposer radicalement les questions théoriques et les questions pratiques. Les unes et les autres, on le sait, sont étroitement imbriquées, d'autant plus dans un collectif d'intellectuels où les attendus de la démarche ont parfois tendance à primer sur la démarche elle-même.

Nous pouvons d'ailleurs compter sur de solides contributions de fond, nous permettant de saisir et discuter le cadre général dans lequel s'inscrivent les réseaux *Raisons d'agir*. C'est donc à partir de quelques-uns de ces textes que la constitution d'un réseau suisse a été initialement pensée et qu'elle s'est traduite dans l'élaboration d'une charte, sur l'élaboration de laquelle nous reviendrons plus loin. Pour spécifique que soit l'initiative prise en Suisse, il est clair que celle-ci s'inscrit aussi et principalement dans le cadre plus large de la constitution de plusieurs réseaux *Raisons d'agir* en Europe. Le sigle tolère sans doute la diversité, mais désigne aussi une cohérence d'ensemble à laquelle il convient de se tenir, à moins de le vider de tout contenu.

Cela dit, comment traduire des intentions initiales – elles-mêmes résul-

# À propos de la constitution d'un réseau **Raisons d'agir** en Suisse romande

## Histoire récente, **difficultés, problèmes et perspectives**

**Bernard Voutat**

tant d'une compréhension particulière de la place des intellectuels dans le monde social, et des chercheurs en sciences sociales par rapport à ces derniers – dans une forme déterminée d'action collective ? Cette question générale en appelle d'autres, plus précises, qui interviennent à plusieurs niveaux (qui, comment, quoi).

### **Le degré de cohérence intellectuelle du collectif**

Comment socialiser cette compréhension « particulière » ? Doit-elle être largement partagée au sein du collectif pour que celui-ci puisse fonctionner ? Ou au contraire faut-il conserver une certaine souplesse à cet égard ? Dans quelles limites ? Tant il est vrai que *Raisons d'agir* s'inscrit dans une conception du travail sociologique qui engage toute une façon, rigoureuse et cohérente, d'envisager l'engagement sociologique, et réciproquement cette démarche formule une conception de l'engagement public des intellectuels qui n'est pas sans incidence sur la manière de faire son métier de chercheur. Concrètement, qui est appelé à intégrer le collectif ? Quelles sont ses frontières ? Et par conséquent quels sont aussi ses objectifs ?

### **L'organisation du collectif**

Se pose ici le problème – au demeurant assez classique – de la forme du collectif. Forme juridique d'une part, mais aussi détermination des instances et procédures de décision en son sein, de ses rapports à l'extérieur, de ses moyens de financement, etc. Ce qui est en jeu ici c'est la mise en place d'une

structure en réseau qui ne soit pas trop rigide et au sein de laquelle les personnes conservent une marge de manœuvre et de liberté très grande, mais qui en même temps permette d'envisager une action qui soit plus et autre chose que la simple addition d'initiatives individuelles. Le problème à ce niveau se pose aussi d'éviter les usages abusifs ou intempestifs du nom *Raisons d'agir*.

### **La définition des activités**

Il ne sert à rien de s'entendre (plus ou moins bien) sur les fondements et les objectifs de la démarche, ni non plus sur ses formes, encore faut-il les traduire dans la réalité des moyens et possibilités effectives du collectif et de ses différents membres, compte tenu de certaines contraintes, de priorités à fixer, etc.

Ces trois niveaux sont bien entendu liés. Ainsi, la façon dont on détermine l'appartenance au collectif aura des incidences sur son fonctionnement comme sur ses objectifs, et inversement. L'histoire du collectif illustre cette question de même que les difficultés qu'elle soulève.

### **La mise en place du collectif : les questions initiales**

La démarche s'amorce par quelques contacts préalables qui débouchent sur la convocation d'une première assemblée le 7 juin 2000. L'écho est excellent puisque près d'une trentaine de personnes répondent à l'appel. Le compte rendu de cette séance fait état

1. On pense bien entendu aux travaux de Pierre Bourdieu à ce sujet, mais aussi à plusieurs textes émanant de *Raisons d'agir* ou de certains de ses membres. Comme, par exemple, celui de Gérard Mauger « Des "raisons d'agir" » (Contribution au débat : « Les intellectuels et la gauche », Colloque : « Penser à gauche : quelle alternative au social-libéralisme ? », 9-10/6/2000). Sans évoquer les nombreuses contributions sur les questions évoquées plus haut, empiriques ou théoriques, normatives ou épistémologiques, etc.

de ce qui suit :

*« Cette première séance est destinée en quelque sorte à prendre la température par rapport à un projet suscitant un intérêt certain (une trentaine de personnes présentes à la réunion et autant ayant manifesté leur intérêt pour la démarche), mais qui implique au préalable que soit effectué un travail collectif de définition du groupe, de ses raisons d'être (et donc d'agir), objectifs et modalités de fonctionnement. Plutôt que de proposer un modèle parmi bien d'autres possibles, il a été jugé opportun de lister les problèmes que cette démarche peut poser. L'idée donc n'était pas d'agréger des personnes à un modèle pré-défini, mais de provoquer un premier échange sur ce qu'il pourrait être. Cette manière de faire repose sur l'idée, finalement assez simple, mais pas facile à réaliser dans les faits, que la constitution du réseau et l'évaluation de ses capacités d'intervention ne peuvent être que le résultat d'une démarche collective destinée à produire un rassemblement effectif de personnes, et non pas simplement circonstanciel ou sur la base d'une simple adhésion passive ou de principe.*

*Le sens général de la démarche a été évoqué en soulignant quelques points essentiels à partir des expériences menées en France et en Allemagne et de quelques textes publiés par Raisons d'agir. Il s'agit de constituer un « collectif intellectuel autonome » capable d'intervenir dans le champ politique, et cela dans le but de contribuer au mouvement de résistance contre l'hégémonie de la pensée néolibérale. Le réseau est donc destiné à rassembler des « intellectuels » intervenant à ce titre-là dans le débat public ; en particulier sur le terrain des « idées » ou sur la base d'« analyses » issues de nos pratiques « intellectuelles ». Ce collectif d'intellectuels (ou cet intellectuel collectif) n'aurait pas pour vocation d'incarner un « parti des intellectuels de gauche » ; il reste en distance par rapport à certaines figures intellectuelles (l'intellectuel « total », « compagnon de route », « engagé », « expert »). Il n'aurait pas pour ambition de « donner des leçons », mais des armes, c'est-à-dire des instruments de connaissance issus de nos activités « intellectuelles »,*

*ceci pour préciser une conception que l'on pourrait à tort assimiler à de l'élitisme intellectuel. L'intervention dans le débat public n'est pas pensée comme ayant un statut supérieur par rapport aux multiples possibilités d'engagement dans les luttes politiques (dans les partis, mouvements et organisations syndicales ou autres), ni non plus comme étant exclusive par rapport à ces autres formes d'engagement (on peut être à Raisons d'agir et ailleurs...). Au fond, cette démarche est ambitieuse par ses objectifs, mais modeste par rapport à l'ensemble des résistances qui aujourd'hui se développent contre le néolibéralisme. Les réseaux Raisons d'agir en France et en Allemagne prennent des formes diversifiées. Parfois ils se limitent à rassembler des chercheurs en sciences sociales, s'autorisant de leurs compétences proprement scientifiques pour fonder leurs interventions publiques. Parfois, les réseaux s'élargissent à des militants des mouvements sociaux (syndicalistes, collectifs de défense des chômeurs, des immigrés, des sans abri, etc.). Parfois, ils se construisent à travers la volonté d'établir un dialogue entre « intellectuels » et militants des mouvements sociaux. On peut évoquer enfin le travail éditorial important de Raisons d'agir en France (collection « à succès » Liber) et la reconnaissance publique accentuée du fait de la présence de Pierre Bourdieu. »*

Dans l'ensemble, la très grande majorité des personnes intéressées se recrute en Suisse romande (dans quatre universités de petite taille) et dans les sciences sociales. Les domaines de travail couverts sont assez variés : politiques économiques et sociales, sociologie (et diverses spécialisations), histoire, science politique, philosophie, droit, littérature, études genre. Certains participants ont indiqué des centres d'intérêt plus précis et assez diversifiés par les terrains couverts comme par les orientations sociologiques mobilisées. Sommairement qualifiées, on peut dire que les personnes intéressées par la démarche sont plutôt des jeunes chercheurs (il y a autant de femmes que d'hommes), la majorité étant des doctorants occupant un poste précaire d'assistant. Il n'y a que

peu de chercheurs ayant un statut fixe à l'université, voire dans d'autres institutions de recherche et/ou d'enseignement (rares dans l'univers académique helvétique). On note aussi la présence de personnes sans enracinement académique, connues plutôt par leur engagement militant, mais au bénéfice d'une solide formation intellectuelle (il s'agit pour l'essentiel de militants d'une organisation politique proche de la LCR). Encore que la distinction ne soit pas totalement pertinente, car une majorité des personnes ayant un statut académique est aussi engagée dans des activités militantes (politiques, syndicales, féministes, associatives, etc.) ou en tout cas manifeste une sensibilité critique, proche de la gauche extra-parlementaire.

Cette première entrée en matière suscite alors un débat qui va se prolonger pendant près d'un an (quatre nouvelles réunions) et se ponctuer par l'approbation d'une charte, ainsi que la constitution d'une association (au sens formel, juridique, avec des statuts approuvés). Le principe de doter le réseau d'une charte reposait sur le constat de la diversité des horizons intellectuels, politiques, académiques, etc. des membres potentiels du réseau. Il s'agissait de trouver des points d'accords minimaux, ni trop vagues, ni trop précis, avant d'envisager un engagement collectif. Cette manière de procéder est certes lourde, mais traduit bien aussi l'absence de cohésion intellectuelle du groupe. La question se poserait peut-être différemment au sein d'un collectif de personnes largement acquises aux attendus de la sociologie dite « bourdieusienne ». En réalité, le groupe comprenait des personnes très différentes. Sans multiplier les étiquettes : spécialistes d'histoire économique et sociale d'inspiration marxiste, historiens des idées, chercheuses féministes en études genre, politologues travaillant sur les politiques publiques peu engagés sur le plan politique, sociologues des médias et de la culture inspirés par les travaux de Pierre Bourdieu, mais aussi de l'École de Francfort ou de l'ethnométhodologie,

politistes proches de Pierre Bourdieu, mais aussi engagés dans une organisation libertaire, etc. Bien entendu, il n'était pas question d'unifier ce « petit monde », mais au moins de trouver une base minimale commune.

Les débats se sont articulés autour de quelques questions principales : l'appartenance au réseau, la nature de l'engagement attendu, les modalités d'intervention, les rapports aux mouvements sociaux.

### **L'appartenance au réseau**

Question qui n'est pas anodine, puisqu'elle configure en partie le projet de constitution de ce réseau, ainsi que ses modalités de fonctionnement et d'intervention. Elle renvoie, en outre, à la façon de concevoir la notion d'« intellectuel », étant précisé que celle-ci peut prendre des connotations différentes selon les contextes nationaux (notamment en France). Toutefois, un accord semble se réaliser progressivement autour de l'idée que le réseau va s'appuyer sur des compétences spécifiques, acquises à travers le métier d'intellectuel compris dans un sens assez large. Bien que la quasi-totalité des personnes associées à la démarche émane des sciences sociales, il paraissait souhaitable de ne pas exclure *a priori* des praticiens d'autres sciences ou d'autres catégories d'intellectuels (artistes, écrivains). Cette orientation insistait plutôt sur l'objectif de diffuser des connaissances (bien entendu parmi d'autres) pouvant s'autoriser de certains principes, eux aussi spécifiques, de validité. Dans ce sens, les interventions publiques du réseau ou de ses membres devraient se développer non pas à partir des opinions que les uns ou les autres peuvent avoir sur les « affaires publiques » (et qu'ils peuvent faire valoir, le cas échéant, dans d'autres cadres), mais à partir des connaissances acquises sur la base d'un métier.

### **La nature de l'engagement au sein de Raisons d'agir**

Sur le fond, il s'agit d'assumer la portée politique des connaissances élaborées dans le travail scientifique et intellectuel (ce qui, soit dit en passant,

implique une réflexion sur les finalités de ce travail), en restant toutefois modeste quant aux « solutions » pratiques qui peuvent en être déduites, et qu'il appartiendrait plutôt aux mouvements de dégager en fonction de leurs objectifs plus immédiatement politiques. Cette conception fixe, en outre, au réseau et à ses membres individuels un principe de limitation, et donc aussi une fonction spécifique à ses activités qui postule son autonomie. Cette conception peut donc se heurter (et dans les faits se heurte) aux objections de personnes qui n'établissent pas une distinction stricte entre travail scientifique et engagement militant, et qui préfèrent, par exemple, s'engager directement dans les mouvements sociaux en assumant sans autre médiation les fondements normatifs de leur travail.

### Les modalités d'intervention

Elles concernent la diffusion de nos analyses. En dehors des aspects pratiques, comment en effet envisager une intervention publique, qui implique un travail tout à fait spécifique de traduction ? Quelques aspects sont évoqués : présence régulière dans certains médias (*Le Courrier*, quotidien romand à faible tirage qui adopte une ligne rédactionnelle critique) ; développement de supports propres (livres par exemple) ; présence dans les médias à l'occasion d'événements sur lesquels nos travaux nous permettent de développer une critique sociologique (au lendemain d'élections ou de votations par exemple) ; organisation de débats, etc. Encore s'agit-il de « dire quelque chose » en dehors du cercle de nos « pairs », mais qui en même temps ne soit pas un message simplement politique. Cela pose un réel problème de diffusion d'un « message » (en fait, une analyse dont la prétention principale est d'accroître la capacité de compréhension et de critique du monde social), dont la forme et le contenu nécessitent une réflexion importante, c'est-à-dire un effort de « traduction » qui est difficile, mais qui seul peut apporter une certaine efficacité, en partie liée à notre statut et notre métier,

mais aussi au contenu spécifique de ce que nous avons à dire).

### Les relations du réseau avec les mouvements sociaux

Certaines expériences de *Raisons d'agir* se sont donné pour ambition de réunir intellectuels et militants de façon durable. Sous réserve d'informations plus précises, on peut avancer que ces expériences présentent l'avantage de placer les intellectuels sur le « terrain », mais aussi l'inconvénient (ou le risque) de substituer le réseau aux mouvements sociaux réellement existants (sans compter avec le fait que cela semble peu réaliste ici, ne serait-ce qu'en fonction de la composition actuelle du réseau à construire). D'autres expériences, apparemment plus modestes, envisagent des relations ponctuelles et précises avec les mouvements, sous la forme d'un dialogue, d'échanges, voire d'appuis fondés sur les compétences spécifiques du réseau.

### La Constitution du réseau : problèmes et divergences dans le contexte d'élaboration de la charte

Le débat qui s'engage alors provoque une certaine érosion de la participation et des intérêts pour le réseau. La démarche fait l'objet de plusieurs objections, qui sont en partie liées à la collision avec d'autres engagements (professionnels ou militants), mais qui traduisent aussi des divergences. Ces divergences concernent parfois la méthode choisie d'élaborer une charte fixant une base commune de travail : le processus est trop long, trop abstrait, reconduit les éternelles querelles (militantes et/ou scientifiques) entre personnes connues. Préférence est donnée à une approche plus « pragmatique », qui juge secondaire de réaliser un accord préalable, sans doute impossible à atteindre vu les différences de sensibilité, tant politiques que scientifiques, sur l'engagement des intellectuels et la nature du travail scientifique. Ces personnes ne se sentent pas très à l'aise notamment

avec la notion d'intellectuel spécifique. Il faut leur accorder – peut-être est-ce là un défaut des intellectuels – que les discussions ont parfois tourné à vide, c'est-à-dire de façon déconnectée de leurs objectifs concrets.

D'autres objections revêtent un caractère plus militant. Ainsi, un long débat s'est engagé sur la notion de néolibéralisme, fortement critiquée par la frange la plus militante du groupe, qui préfère lui substituer celle de capitalisme. Cette objection est étroitement liée à une critique selon laquelle la démarche proposée établit une coupure entre travail scientifique et travail militant. Critique formulée à la fois par des personnes de sensibilité marxiste (comme les militants « LCR » évoqués plus haut) qui pouvaient être intéressées à investir un nouveau lieu militant pensé un peu comme analogue à ATTAC, et par des universitaires et militantes féministes du reste très impliquées dans le développement des études genre en Suisse romande, et qui se montrent très réservées par rapport à la catégorie même de science. Il en résulte un désaccord, au fond, sur les développements que Pierre Bourdieu (notamment) consacre au champ scientifique et au corporatisme de l'universel, sur lesquels reposent largement la logique et la cohérence de la démarche *Raisons d'agir*. Ce qui est en jeu ici, c'est donc la question de l'autonomie du réseau *Raisons d'agir* par rapport à d'autres démarches militantes, y compris celles où le recours à l'expertise ou à l'argumentation scientifique (comme à ATTAC) est largement utilisé. Plus cette autonomie est perçue comme importante, plus la constitution de *Raisons d'agir* se justifie. En revanche, cette constitution perd de son sens aux yeux de celles et ceux qui n'adhèrent pas à l'idée d'une spécificité de l'engagement au sein du réseau.

La charte traduit, par certaines formulations ouvertes et plutôt consensuelles, des compromis sur toutes ces questions. Il en va de même des statuts dont l'adoption a répondu au souci principal de donner à *Raisons d'agir* une structure peu rigide, en

forme « de réseau de membres individuels », dotée de garde-fous suffisants pour éviter toute instrumentalisation du sigle. C'est ainsi qu'il a été prévu que les interventions publiques des membres du réseau le seraient à titre individuel et non pas au nom du collectif. L'usage du sigle, destiné à renforcer la crédibilité d'une intervention publique, est conçu de manière souple. En revanche, chaque fois qu'il s'agit d'engager le réseau en tant que tel, l'accord de l'assemblée générale est requis. Cette procédure est volontairement lourde. Il a été jugé que *Raisons d'agir* n'avait pas pour vocation principale de prendre des positions publiques (notamment dans des pétitions, appels ou manifestes de toute sorte) en tant que collectif, mais de favoriser et renforcer symboliquement les initiatives de ses membres. C'est peut-être en ce sens que la démarche, telle que nous l'avons conçue, s'écarte d'une activité politique et militante classique.

Dans cette optique, il a été prévu de mettre en place quelques groupes de travail au sein desquels pourraient se socialiser les problématiques et s'élaborer des interventions publiques sur le moyen et le long terme : « Processus de précarisation, paupérisation et inégalités sociales », « Formation et science », « Économie, finances, services publics », « Rapports sociaux de sexe ». La constitution de ces groupes n'excluait toutefois pas des interventions publiques effectuées d'une manière plus individuelle sur d'autres thèmes (comme par exemple l'extrême droite).

### Des débuts difficiles

Par-delà leurs caractères théoriques et politiques, les divergences évoquées plus haut traduisent aussi une tension (souvent très importante) entre des investissements pluriels, professionnels et militants. Plusieurs personnes, en effet, cumulent les deux activités (sans nécessairement les cloisonner). La participation à *Raisons d'agir* pose le problème de cette articulation, mais

aussi soulève des difficultés de gestion du temps et des disponibilités.

Dans les faits, le pôle le plus militant de ce premier regroupement cesse sa participation aux réunions, n'y voyant (au fond à juste titre selon ce point de vue) pas d'intérêt dans l'immédiat. D'une manière cohérente, ces personnes poursuivent leurs activités dans les arènes militantes où elles étaient déjà présentes.

Le pôle le plus universitaire ne s'investit cependant pas beaucoup dans le réseau désormais constitué et potentiellement fonctionnel. Les groupes de travail ne se mettent pas en place, hormis celui consacré aux problèmes de formation et de science. Les interventions publiques effectuées à titre individuel sont rares. Plusieurs articles sont en cours de rédaction et plusieurs intentions sont annoncées, mais les concrétisations restent peu nombreuses. Le côté volontariste de la démarche et le fait que la structure en réseau produise une certaine atomisation expliquent en partie le faible investissement pratique. Un sentiment d'impuissance est parfois aussi perceptible : rédiger un texte pour un quotidien qui corresponde aux canons discutés lors de l'élaboration de la charte (et qui puisse être publiable dans un journal) prend énormément de temps. L'exercice est très difficile et la réception incertaine.

Au total, le bilan pour la fin de l'année 2001 et le premier semestre 2002 est plus que mitigé :

- Deux articles d'une page entière dans le quotidien *Le Courrier*, l'un après le décès de Pierre Bourdieu (pour revenir sur les aspects principaux de son travail et remettre en question certaines lectures réductrices de celui-ci) ; l'autre entre les deux tours de l'élection présidentielle en France (pour analyser la façon dont se construisent les interprétations politiquement intéressées du scrutin).
- Une Conférence-débat sur l'engagement des intellectuels et la pensée critique, qui recueille une audience assez faible, en dépit de la présence de Frédéric Lebaron et de Gérard Mauger. Des questions de dates expliquent en

*les obstacles  
rencontrés en  
Suisse doivent  
sans doute se  
retrouver ailleurs,  
sous des formes  
assez semblables.  
Dès lors, il  
pourrait être utile  
que s'engage un  
débat sur ces  
questions...*

partie, mais en partie seulement, ce demi-échec.

- Une projection en Suisse romande (cinq villes) du film de Pierre Carle sur Pierre Bourdieu. Cette initiative, par contre, a rencontré un succès très important. Nous pouvons la considérer comme une contribution, certes modeste, mais significative, à l'explicitation publique de ce que peuvent faire les sciences sociales.

En deux ans donc, nous passons d'un engouement initial assez important, mais traduisant sans doute de nombreux malentendus, à une érosion progressive des investissements et des volontés.

Ce processus est imputable à différents facteurs. D'une part, l'effet de mode dont a pu bénéficier notre démarche dans le courant de l'année 2000. D'autre part, la dispersion géographique qui explique en partie l'absence de dynamique collective. Cependant, ce ne sont là que des facteurs assez superficiels. En réalité, deux problèmes déjà évoqués plus haut peuvent être soulignés :

- le premier tient à la composition même du groupe : il s'agit en grande majorité, comme on l'a déjà indiqué, de jeunes chercheurs dont la position professionnelle est précaire et qui se trouvent au début d'une carrière professionnelle très incertaine. Nombreuses sont les personnes qui sont engagées dans une thèse ou qui, l'ayant à peine terminée, sont soumises aux pressions extrêmement concurrentielles du champ scientifique en Suisse. Pour le dire simplement, ces personnes sont surchargées de travail et ne peuvent guère envisager un véritable investissement au sein de *Raisons d'agir* ;
- le second facteur est peut-être lié à la nature même du travail en réseau, qui repose sur l'initiative individuelle de ses membres plus que sur des injonctions collectivement définies et organisées. Il faudrait peut-être envisager ici des impulsions plus volontaristes, mais cela implique alors aussi une réflexion collective sur les modalités et les spécificités des interven-

tions publiques envisagées. La composition actuelle du collectif rend, en outre, improbable que celui-ci puisse faire valoir un capital scientifique important (comme c'est le cas en France avec Pierre Bourdieu, par exemple, qui apparaît comme le promoteur de la démarche).

## **En conclusion**

Il ressort de ce qui précède que le Groupe suisse en est encore à ses balbutiements. Il manque de forces, mais aussi de crédit scientifique, dans le contexte helvétique où les intellectuels de gauche sont peu nombreux et marginalisés, où le débat intellectuel est restreint, où les possibilités d'intervention sont limitées.

Tout cela ne constitue pas une remise en cause de la démarche, mais incite à prendre la mesure des possibilités réelles d'une intervention publique. En tant que groupe local de *Raisons d'agir*, il est clair qu'il pourra se maintenir, voire se renforcer, si les activités des autres groupes deviennent plus visibles. En ce sens, l'échange des informations et des textes entre les groupes pourrait contribuer à solidifier et unifier la démarche, et à économiser quelques énergies. Après tout, les textes produits ici dans le cadre de *Raisons d'agir* peuvent fort bien être socialisés ailleurs et inversement.

Il reste que le problème d'une organisation des intellectuels est plus général : les obstacles rencontrés en Suisse doivent sans doute se retrouver ailleurs, sous des formes assez semblables. Dès lors, il pourrait être utile que s'engage un débat sur ces questions...

# Raisons d'agir en Grèce

Nikos Panayotopoulos

1. Le collectif *Raisons d'agir* a été créé en Grèce en 1998 et a pris le statut juridique d'association en 2000. Composée d'un petit cercle d'universitaires et de doctorants, l'association a d'abord créé la collection homologue de la collection française : elle a traduit et publié la plupart des livres édités par *Raisons d'agir Éditions*, mais aussi des livres de chercheurs grecs. La collection connaît un succès relatif (surtout, bien sûr, les livres de Pierre Bourdieu) et un essor certain (une série de manuscrits grecs permet d'assurer l'avenir à moyen terme : des manuscrits sont prêts pour les trois ans à venir). La question de la collection-mère qui fournissait l'essentiel des publications et celle de l'orientation future restent ouvertes : l'avenir de la collection se déterminera en fonction de celui de la collection française.

2. Outre ses interventions dans la presse grecque, l'association a organisé de multiples conférences et débats :

Lors du recueil de signatures pour la « Charte 2000 », elle a organisé avec succès une série de débats publics dans différentes villes (Chania, Xanthi, Ioannina, Athènes, Kalamata) sur la création d'un mouvement social européen et d'un intellectuel collectif international.

Elle a participé activement à plusieurs conférences organisées par différentes associations sur la question de l'État social en Grèce et l'avenir de l'Europe sociale.

Elle a organisé avec la participation de Pierre Bourdieu en 2001 la « Conférence d'Athènes sur le mouvement social européen », en collaboration avec la CGT grecque et le journal *Ta Nea*. Cette conférence a connu un très grand succès et semble avoir laissé des traces sur « l'espace de la produc-

tion de la problématique politique dominante ».

En collaboration avec l'université Pantios d'Athènes, elle a organisé une conférence avec la participation de Pierre Bourdieu sur les menaces qui pèsent sur l'université européenne (2001).

Avec Pierre Bourdieu et plusieurs artistes et écrivains, elle a organisé une conférence sur « La culture en danger » (2001).

En collaboration avec d'autres institutions, elle a organisé une conférence sur « L'État pénal en Grèce et en Europe » avec la participation de Loïc Wacquant (2002).

À l'occasion du séjour de Jacques Bouveresse en Grèce, à la fin de 2002, elle a contribué à l'organisation d'une conférence sur « Le rôle des intellectuels ».

3. Par ailleurs, l'association a créé des groupes de réflexion et mis en place des recherches sur l'État social grec, la production de l'idéologie dominante et les transformations de l'univers intellectuel en Grèce. Il s'agit ainsi de préparer des interventions dans l'espace public et des livres pour la collection. L'association dirige également une recherche sur « La Misère du monde grec » en collaboration avec le CNRS grec et l'Institut scientifique de la CGT grecque : cette recherche est en cours et fera l'objet d'une publication (à paraître fin 2003).

4. L'association a créé un site propre ([www.geocities.com/logoidrasis](http://www.geocities.com/logoidrasis)) et une *Newsletter* qui informe deux fois par an les amis de l'association sur les activités réalisées ou prévues.

5. Enfin, après le décès de Pierre Bourdieu, la question de l'avenir de l'association a été posée. Certains membres ont proposé la dissolution

de l'association, d'autres ont proposé de ne garder que la collection. Rares sont ceux qui ont manifesté le souhait de poursuivre nos activités. La question est ouverte : une décision doit être prise à la fin de l'année. La question des moyens financiers, qui pèse aussi bien sur le mode de fonctionnement que sur la poursuite des rela-

tions internationales, le fait que l'association n'ait pas encore pu ou voulu s'étendre au-delà du noyau initial, son rôle marginal, en dépit de son réel poids médiatique, le manque de concertation avec les autres associations *Raisons d'agir* pèseront beaucoup sur nos décisions.

## Notes pour une histoire de Raisons d'agir en Allemagne

Franz Schultheis

### Rencontres et colloques : chercheurs et militants

À partir de 1998, de nombreuses rencontres entre des chercheurs critiques, allemands et français, ont été organisées, pour certaines d'entre elles avec la participation de Pierre Bourdieu : en 1998 et 1999 à Loccum, puis à Berlin et Zürich. Certaines rencontres ont suscité une forte mobilisation (près de mille personnes). On peut citer, par exemple, en octobre 1999, les deux journées de Loccum « Europa des Kapitals oder Europa der Arbeit ? ».

Plusieurs réunions de travail ont été organisées avec le groupe *Raisons d'agir-Autriche* de Graz entre 1998 et 2000.

En janvier 1999, *Raisons d'agir-Allemagne* a participé avec ATTAC Suisse à l'organisation de « l'autre Davos » à Zürich.

En 2000, le groupe *Raisons d'agir-Allemagne* a créé et entretenu un site web qui a notamment servi à soutenir l'initiative des *États généraux du mouvement social européen* et a recueilli

près de 3 000 signatures de la « Charte 2000 ».

En novembre 2000, *Raisons d'agir-Allemagne* a coorganisé avec une partie du collectif français *Raisons d'agir* le colloque *Opposition bilden !* avec des chercheurs en sciences sociales, des syndicalistes, des militants des mouvements sociaux (cf. le texte *Raisons d'agir-France*).

Enfin, *Raisons d'agir-Allemagne* a été partie prenante du colloque d'Athènes en mai 2001 (avec Pierre Bourdieu, des sociologues et militants français, la CGTG, *Ta Nea*, et *Raisons d'agir-Grèce*).

### Activités éditoriales

*Raisons d'agir-Allemagne* a entrepris la traduction des petits livres de la collection *Raisons d'agir Éditions* : huit volumes ont été publiés avec le soutien de Universitätsverlag Konstanz. À partir de 2003, la collection sera éditée par la maison d'édition VSA à Hamburg.